



COMMUNICATION ON
PROGRESS

PACTE MONDIAL

Communication
sur le Progrès

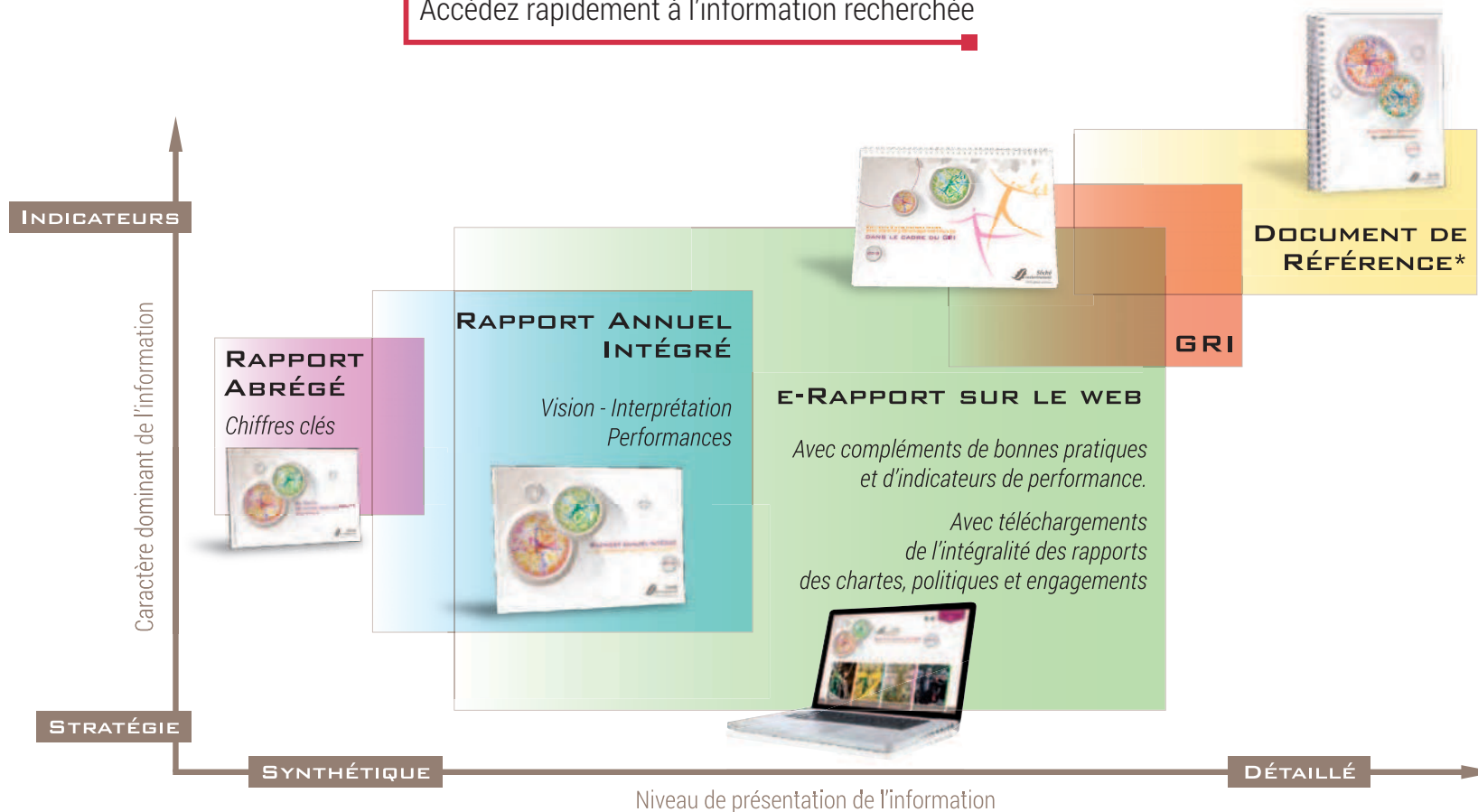
2013



Séché
environnement
Séché global solutions

SELON VOTRE BESOIN

Accédez rapidement à l'information recherchée



Vous souhaitez :

- Vous faire une idée rapide sur l'entreprise et ses performances
- Découvrir plus précisément sa stratégie et ses bonnes pratiques
- Approfondir les aspects réglementaires, financiers ou accéder au détail des indicateurs
- Lire les indicateurs selon la grille du Global Reporting Initiative G3
- Surfer à la recherche de vos sujets de prédilection et télécharger

- ▶ **Rapport Abrégé**
- ▶ **Rapport annuel Intégré**
- ▶ **Document de Référence**
- ▶ **GRI**
- ▶ **e-Rapport sur le web**

PACTE MONDIAL DES NATIONS UNIES



SÉCHÉ ENVIRONNEMENT EST SIGNATAIRE DU PACTE MONDIAL DES NATIONS UNIES DEPUIS 2003



Depuis dix ans, l'adhésion de Séché Environnement au Pacte Mondial des Nations Unies lui sert de balise, et une Charte en sept engagements formalise sa ligne de conduite en matière de Développement durable. Une charte Qualité Santé Sécurité Environnement en décline les engagements au niveau des sites et le Code de comportements et d'actions (actualisé en 2013 avec mise en place d'un « droit d'alerte » pour les salariés) concourt à mobiliser et responsabiliser individuellement tous les collaborateurs en ce domaine.



Joël Séché,
Président-Directeur Général

Mars 2014

Droits de l'homme

- Les entreprises sont invitées à promouvoir et à respecter la protection du droit international relatif aux droits de l'homme dans leur sphère d'influence ; et
- Veiller à ce que leurs propres compagnies ne se rendent pas complices de violations des droits de l'homme.

Normes du travail

- Les entreprises sont invitées à respecter la liberté d'association et à reconnaître le droit de négociation collective ;
- L'élimination de toutes les formes de travail forcé ou obligatoire ;
- L'abolition effective du travail des enfants ; et
- L'élimination de la discrimination en matière d'emploi et de profession.

Environnement

- Les entreprises sont invitées à appliquer l'approche de précaution face aux problèmes touchant l'environnement ;
- A entreprendre des initiatives tendant à promouvoir une plus grande responsabilité en matière d'environnement ; et
- A favoriser la mise au point et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement.

Lutte contre la corruption

- Les entreprises sont invitées à agir contre la corruption sous toutes ses formes, y compris l'extorsion de fonds et les pots-de-vin.



« Aujourd'hui, le Pacte mondial constitue la plus importante initiative au monde dans le domaine de l'entreprise. [...] Il a poussé les entreprises à adopter des principes universels et à s'associer avec l'ONU pour s'attaquer aux grands problèmes. [...] Il est devenu synonyme de responsabilité des entreprises. »

Déclaration du Secrétaire général de l'ONU, M. Ban Ki-Moon, lors du Forum économique mondial de Davos, le 29 janvier 2009.



CHARTRE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

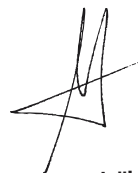
LES 7 ENGAGEMENTS

pour faire de Séché Environnement un catalyseur de la dynamique du développement durable pour ses salariés, ses actionnaires, ses riverains et ses partenaires commerciaux.

Séché Environnement s'engage à :

- faire de la protection de l'environnement, de la santé humaine et de la responsabilité à l'égard des personnes, les conditions de sa pérennité.
- promouvoir, à l'intérieur de ses établissements, une véritable attitude de développement durable, impliquant la primauté du dialogue social, la sensibilisation et la formation de son personnel au développement durable et une organisation interne en relation avec cet objectif.
- agir en ambassadeur du développement durable auprès de ses clients et de ses fournisseurs, afin de promouvoir, dans les modes de production comme dans les modes de consommation, un développement durable.

- se comporter en entreprise citoyenne et responsable menant une politique de transparence, d'amélioration continue et de concertation, intégrant les attentes légitimes des parties prenantes, en étant à l'écoute des évolutions de la société.
- contribuer à la recherche et à privilégier le développement de filières de traitement de déchets eco-efficaces et toujours plus sûres en termes d'impact sur la santé et l'environnement.
- respecter et même à anticiper les réglementations en matière d'hygiène, de sécurité et d'environnement, en appliquant les meilleures techniques disponibles à un coût économiquement acceptable.
- faire de son comportement éthique et respectueux des lois et conventions internationales en vigueur la règle fondamentale de ses démarches commerciales.



Joël Séché,
Président-Directeur Général

Mars 2014



POLITIQUE QSSE

QUALITÉ SANTÉ SÉCURITÉ ENVIRONNEMENT



- La politique Santé, Sécurité et Environnement du groupe est fondée sur le respect de la personne et de son environnement.
- La maîtrise et la prévention des risques exigent des équipes capables de les identifier, de les évaluer, de proposer des solutions et de mettre en œuvre les mesures retenues : maîtrise et prévention s'inscrivent dans des principes managériaux issus des fondamentaux de la Qualité totale (Q).
- Cette maîtrise et cette prévention contribuent à l'amélioration des performances globales de Sécché Environnement.
- L'objectif majeur consiste à éviter l'accident, la maladie, la pollution accidentelle en tout lieu et à tout instant. Les personnes, les biens de l'entreprise et son environnement sont pareillement concernés.

Atteindre un tel objectif suppose une vigilance de chaque instant. Tout mettre en œuvre pour atteindre «zéro» accident, «zéro» maladie professionnelle, «zéro» pollution est un impératif.

- Notre exigence et notre professionnalisme nous permettent jour après jour de nous rapprocher de ces cibles ambitieuses.
- C'est à chacun des sites qu'il appartient de définir les objectifs, les points d'étape et les contrôles nécessaires à mettre en place afin de piloter l'amélioration continue attendue.
- Le réseau (Q)SSE est à leur disposition pour les accompagner tout au long cette démarche.
- Seul l'engagement de chacun permettra au Groupe dans son ensemble de mener à bien cette politique ambitieuse en matière de (Q)SSE.

Joël Séché,
Président-Directeur Général

Mars 2014



Pacte Mondial :

Communication sur le progrès - 2013

Le traitement et le stockage des déchets : Un métier au service de l'environnement

Séché Environnement est l'un des principaux acteurs du marché français du traitement des déchets. Pour mener à bien cette mission, le Groupe s'est progressivement doté de la panoplie la plus complète d'outils performants : traitements thermiques et stockage avec valorisation énergétique, outils spécifiques pour certains déchets particuliers. Il peut ainsi prendre en charge le spectre le plus large de déchets dans les meilleures conditions de sécurité, qu'elles soient d'ordre technique, sanitaire, environnemental ou réglementaire.

Séché Environnement se caractérise par ce positionnement fort, revendiqué, original, en aval des activités de collecte, au cœur des métiers les plus exigeants des marchés du déchet.

Le Groupe traite et stocke, dans le respect de l'homme et de la nature, des flux de déchets divers et variés en provenance des industries et des ménages. Son intervention constitue le dernier maillon du cycle de vie de la production à la consommation de biens, manufacturés ou non. Ce service sans cesse renouvelé, Séché Environnement le fournit principalement à l'échelle de la France (95% de son chiffre d'affaires en 2013 de 469,1 M€) et dans les autres pays de l'Union Européenne (3%).

Les quelques 1 752 femmes et hommes qui composent le Groupe mettent leurs compétences au service de cette mission. La maîtrise de la filière des déchets, et les réponses à apporter aux nouvelles sensibilités en matière d'impact sur la santé publique, sont de leur responsabilité quotidienne.

Car aujourd'hui encore, l'approche du métier poursuit son évolution : Il s'agit moins d'intégrer les exigences du développement durable, tâche déjà bien engagée, que de fournir des solutions environnementales qui limitent les impacts écologiques des activités économiques des clients, partagés entre collectivités locales et entreprises. Les maîtres mots en sont : lutter contre le réchauffement (gaz à effet de serre), préserver les ressources naturelles (matières premières et énergies renouvelables) et protéger la santé et l'environnement.

Métier d'intérêt général, le traitement des déchets impose plus que toute autre activité, une écoute attentive de la Société. Séché Environnement fortement impliqué aux côtés de toute partie prenante spontanément identifiée ou porteuse d'enjeux à un titre ou à un autre, sait que l'acceptation sociale de ses activités est indissociable de sa capacité à démontrer que la solution n'est pas de rejeter ses déchets hors de vue, au-delà de tout territoire perçu comme sien.

Bien au contraire, il est indispensable d'en assurer une valorisation optimale et une fin de vie irréprochable, dans le respect premier d'un cycle de vie « santé » vertueux qui, de la valorisation à l'élimination, apportera à chacun une totale sécurité. Le traitement des déchets est un des facteurs du bien-être de l'homme dans son univers, que cette notion de bien-être soit abordée au travers des maux évités (préservation de la santé, gestion des risques) ou dans une approche plus positive de vie dans un environnement sain, agréable et préservé (économies de ressources naturelles non renouvelables). Ainsi conjuguées, écologie et approche sociétale trouvent place et raison d'être dans la sphère économique.

Porté de cette prise de conscience, Séché Environnement investit depuis une vingtaine d'années dans des actions d'ouverture et de transparence, de pédagogie et d'information, en direction des populations riveraines de ses sites de traitement. Standards élevés en termes environnementaux, aspects sociaux privilégiés, symbiose sociétale promue, autant d'axes récurrents de l'action de l'entreprise soumise en permanence à l'œil critique de chacun.

Dans le cadre de sa responsabilité sociétale propre, le Groupe se doit de toujours de faire œuvre d'action pédagogique en particulier dans l'exercice de ses métiers, afin de bien décliner « sa » contribution au développement durable. L'analyse de ces actions initiées par l'entreprise est souvent riche d'enseignements sur la qualité de l'écoute des populations, sur l'importance d'un langage commun, sur le dialogue qui se noue de la manière la plus constructive possible entre les parties : une bonne compréhension des intérêts mutuels, un plus grand respect de chacun, sont au bout du chemin.

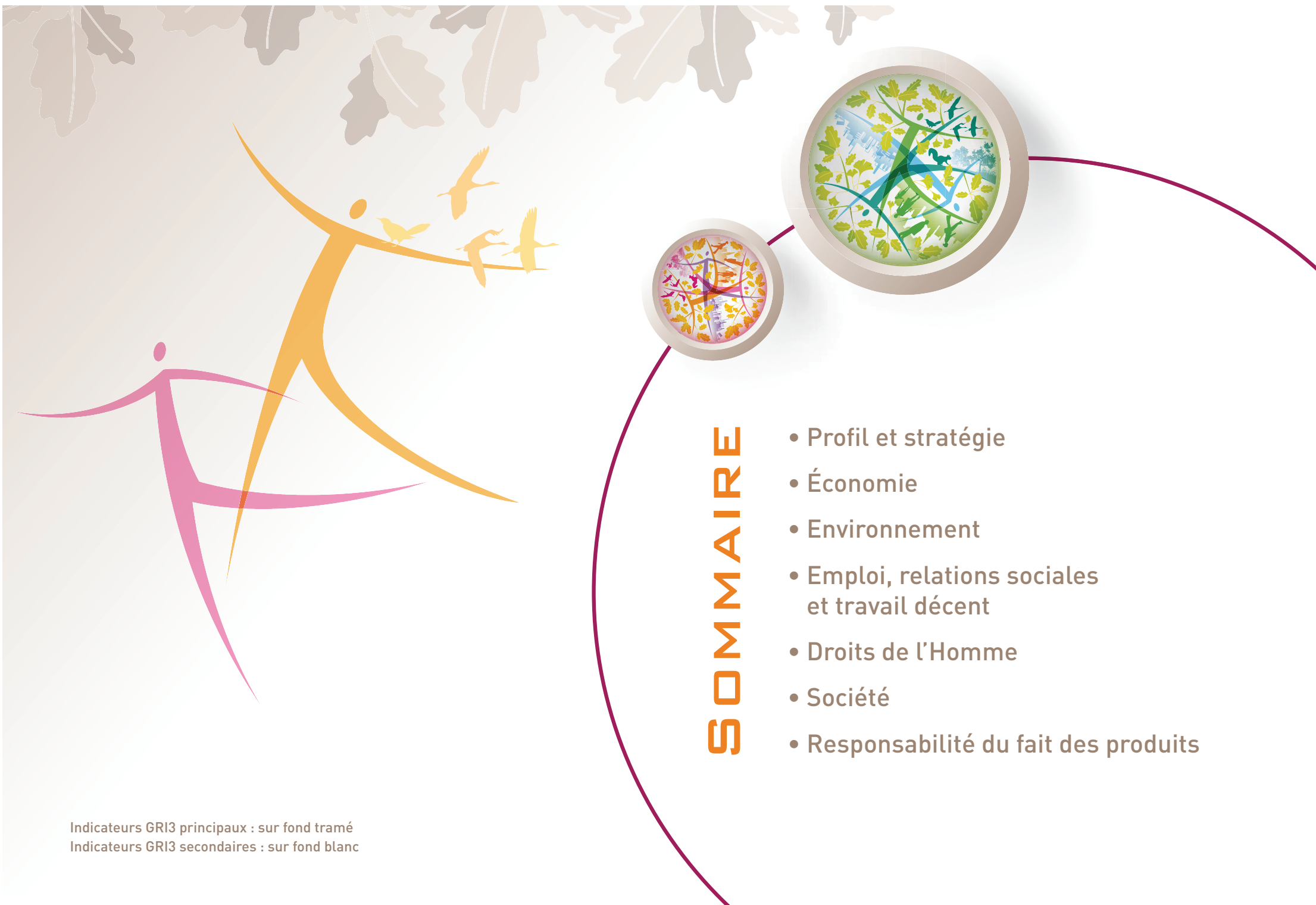
Cette démarche de progrès continu, nous l'avons formalisée dans ses lignes essentielles voici quelques années, en adhérant aux dix grands principes du Pacte Mondial de l'Organisation des Nations Unies. Elle est à présent de pleine application et nous vous en rendons compte.

Paris, le 11 juillet 2014

Daniel BAUMGARTEN
Directeur Développement Durable

Les données qualitatives, quantitatives et leurs commentaires, font l'objet pour la 8ème année consécutive d'une publication sous forme de Rapport de développement durable (au titre des exercices 2002 et 2003) et sous le nom de Rapport de responsabilité sociétale depuis 2004. Leur contenu vient compléter les documents financiers, sur les aspects sociaux, environnementaux, sociétaux et stratégiques. KPMG a vérifié l'exhaustivité et a émis un avis sur la sincérité des données sociales, environnementales et sociétales 2013 issues de l'article 225 de la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 et listées dans le décret n°2012-557 du 24 avril 2012.

Les engagements pris par Séché Environnement durant l'année sont répertoriés ci-après selon la classification du GRI3 reproduite en fin de Communication sur le Progrès, avec référence aux pages correspondantes du Rapport annuel de Responsabilité Sociétale 2013 consultable sur le site www.secherse.com/2013/





SOMMAIRE

- Profil et stratégie
- Économie
- Environnement
- Emploi, relations sociales et travail décent
- Droits de l'Homme
- Société
- Responsabilité du fait des produits



Indicateurs GRI3 principaux : sur fond tramé
Indicateurs GRI3 secondaires : sur fond blanc







PROFIL et stratégie



Code GRI3	Profil et stratégie Libellé GRI 3 	Questions centrales Domaine d'action ISO 26000	Localisation dans Document de Référence (page)	Données Séché Environnement 
--------------	---	--	--	---



1 Stratégie et analyse				
1.1	Déclaration du décideur le plus haut placé de l'organisation sur la pertinence du développement durable pour l'organisation et sa stratégie	6.2		<p>Séché Environnement s'inscrit au cœur des préoccupations de développement durable, à travers le traitement des déchets qui est un des facteurs nécessaires au bien-être de l'homme dans son univers. Ses collaborateurs et son outil industriel lui permettent d'accompagner ses clients en leur proposant une prise en charge globale et optimisée de leur problématique environnementale dans leur contexte propre d'évolutions techniques, économiques et environnementales.</p> <p>Pour Séché Environnement, n� peu avant la publication du rapport de Gro Harlem Brundtland posant les notions de base du développement durable dans son rapport aux Nations Unies, et démarrant ses activités sur une telle vision de l'avenir, le développement durable a toujours fait partie intégrante de la nature de l'entreprise, de son éthique, et par là même du comportement de son personnel.</p> <p>Depuis onze ans, l'adhésion de Séché Environnement au Pacte Mondial des Nations Unies lui sert de balise, et une Charte en sept engagements formalise sa ligne de conduite en matière de développement durable. Adoss�e à ces grands engagements pris au plus haut niveau du Groupe, sa culture managériale de proximité se décline au quotidien (en fonction des métiers et contextes) � travers une Charte « Qualité Santé Sécurité Environnement », et par un « Code de comportements et d'actions » qui concourt à mobiliser et responsabiliser individuellement tous les collaborateurs en ce domaine.</p>
1.2	Description des impacts, risques et opportunités majeurs	6.2	21-30	<p>La société a procédé à une revue des risques qui pourraient avoir un effet défavorable significatif sur son activité, sa situation financière ou ses résultats (ou sur sa capacité à réaliser ses objectifs) et considère qu'il n'y a pas d'autres risques significatifs hormis ceux présentés.</p> <p><u>Risques liés au secteur d'activité dans lequel évolue le Groupe</u></p> <p><u>Risques liés à l'environnement réglementaire</u></p> <p>Les activités de Séché Environnement sont soumises à un cadre réglementaire strict fixant des normes minimales en matière de collecte et de traitement des déchets.</p> <p><u>Les grands principes législatifs</u></p> <p>Le Code de l'environnement regroupe dans le livre V "Prévention des pollutions, des risques et de nuisances", l'ensemble des textes législatifs liés à la gestion des déchets et aux obligations d'élimination faites à tous les producteurs. Il intègre notamment les deux lois fondatrices en matière de déchets en France</p> <ul style="list-style-type: none"> la loi n� 75-633 du 15 juillet 1975 posant le principe du "pollueur – payeur", modifiée par la loi du 12 juillet 1992 sur l'élimination des déchets et la récupération des matériaux ;



Code GRI3	Profil et stratégie Libellé GRI 3 	Questions centrales Domaine d'action ISO 26000	Localisation dans Document de Référence (page)	Données Sécché Environnement 
				<ul style="list-style-type: none"> la loi n°76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, qui constitue le cœur du dispositif légal de prévention des risques et des pollutions engendrées par les activités industrielles. <p>Le cadre législatif institue les principes suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> Responsabilité du producteur : le producteur de déchet est responsable de ses déchets de la collecte à l'élimination finale. Les déchets dangereux doivent être traités séparément (article L.541-1 du Code de l'environnement). Par ailleurs, toute entreprise doit pouvoir, à la demande de l'administration, justifier de l'origine, la nature, les caractéristiques, les quantités, la destination et les modalités d'élimination de ses déchets. (article L.541-2 du Code de l'environnement) ; Planification : institués par la loi du 1er juillet 1992, les plans ont pour but la programmation et la gestion des moyens d'élimination des déchets sur le territoire national. Les plans départementaux, ou interdépartementaux concernent les ordures ménagères et les déchets assimilés, les plans régionaux ou interrégionaux concernent les déchets industriels dangereux ; Le financement : la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) est perçue sur le traitement des déchets, à l'exception de la valorisation matière. Cette taxe est majorée pour les sites de stockage non autorisés. Les sites certifiés profitent à l'inverse d'une réduction de taux de TGAP ; Les transports : le transport des déchets dangereux doit répondre aux normes ADR (Accord européen relatif au transport international de marchandises dangereuses par la route), qui définissent des règles précises en termes d'équipement des véhicules, de formation du personnel... (arrêté du 1er juin 2001). <p>Codification du fonctionnement des installations de traitement</p> <p>Les sites de traitement de déchets du Groupe, des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), sont soumis à autorisation préfectorale d'exploiter. Cette dernière a un caractère durable sans limitation temporelle.</p> <p>Les autorisations préfectorales d'exploiter des centres de stockage répondent aux exigences de l'arrêté du 9 septembre 1997 sur les installations de stockage de déchets ménagers et assimilés (fixant des normes d'exploitation et imposant le captage et le traitement des rejets), de la Directive du 26 avril 1999 uniformisant en Europe les normes techniques et environnementales (déjà anticipé en France par les textes nationaux) ainsi que de l'arrêté ministériel du 30 décembre 2002 relatif au stockage des déchets dangereux. Par ailleurs, depuis le 1er juillet 2002 (loi Lalonde de 1992), seuls les déchets ultimes sont susceptibles de stockage. L'exploitant du centre de stockage a des responsabilités croissantes (création d'une bande d'isolement de 200 mètres autour du site de stockage ; renforcement des règles d'admission des déchets sur les sites et traçabilité ; surveillance des sites pendant une durée minimale de 30 ans après leur exploitation ; constitution de garanties financières afin d'assurer le respect des obligations de remise en état du site après la fin de l'exploitation).</p>



Code GRI3	Profil et stratégie Libellé GRI 3 	Questions centrales Domaine d'action ISO 26000	Localisation dans Document de Référence (page)	Données Séché Environnement 
				<p>Les autorisations préfectorales d'exploiter les unités d'incinération sont quant à elles soumises aux exigences de la Directive européenne du 4 décembre 2000 harmonisant et renforçant les règles applicables à l'incinération des déchets transposée en droit français par deux arrêtés du 20 septembre 2002, fixant une échéance d'application obligatoire au 28 décembre 2005. Par ailleurs, des investissements d'anticipation sont consentis par les traiteurs de déchets dans le cadre des nouvelles normes européennes applicables aux rejets atmosphériques, aux effluents aqueux, à l'émission de dioxines et furanes par les installations d'incinération.</p> <p>Leur objectif est d'accroître les performances techniques en matière de limitation des émissions et d'assurer leur contrôle permanent (normes plus sévères portant sur les poussières, les métaux lourds, le monoxyde d'azote, les dioxines ; seuils limites pour les rejets dans l'eau afin d'éviter tout transfert de pollution ; comptes-rendus à l'administration et au public (CLIS)).</p> <p>Si un site de stockage ne respectait pas les prescriptions figurant dans l'autorisation préfectorale d'exploiter le concernant, l'autorité préfectorale pourrait prendre des mesures en conséquence : les dispositions légales détaillées ci-dessous présentent le processus de remise en cause d'autorisations préfectorales telles que celles dont disposent Séché Environnement :</p> <ul style="list-style-type: none"> • conformément à l'article 17-1 du décret n� 77-1133 du 21 septembre 1977, le préfet, agissant à sa propre initiative ou à la demande de tiers, peut imposer une limitation de durée et un volume maximum de déchets stockés ; • conformément à l'alinéa 1 de l'article 6 de la loi n� 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, le préfet peut imposer, afin de protéger le voisinage, la santé, la sécurité, la salubrité publique, l'agriculture, la nature, l'environnement ou la conservation des sites, des prescriptions complémentaires à celles figurant dans les arrêtés préfectoraux d�j rendus susceptibles d'atténuer ou d'aggraver les prescriptions initiales ; • conformément à l'article 14-2 de la loi de 1976, les communes intéressées, leurs groupements ou les tiers peuvent déférer à la juridiction administrative, dans le cadre d'un recours de plein contentieux, une autorisation d'exploiter une installation class�e délivrée par le préfet, en raison des inconvénients et charges que le fonctionnement d'une installation class�e peut présenter pour l'environnement. <p>Analyse du risque</p> <p>Dans ce contexte réglementaire, le groupe est exposé au risque :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de renforcement des prescriptions légales et réglementaires (qui pourrait induire des coûts et investissements importants de nature à obérer la rentabilité de l'activité dans la mesure où le groupe ne pourrait pas systématiquement en répercuter l'impact sur ses prix de traitement). � titre d'exemple peut être citée la généralisation à compter de 2014, des garanties financières des sites classés ; • d'augmentation des coûts de suivi des obligations de plus en plus contraignantes et des contrôles de



Code GRI3	Profil et stratégie Libellé GRI 3 	Questions centrales Domaine d'action ISO 26000	Localisation dans Document de Référence (page)	Données Séché Environnement 
				<p>l'administration de plus en plus lourds, pouvant induire un risque de suspension voire de retrait ou de non-renouvellement des autorisations d'exploiter ;</p> <ul style="list-style-type: none"> d'allongement des procédures de renouvellement ou de modification des arrêtés d'exploitation, d'accroissement de leurs coûts (dans un contexte de cristallisation des oppositions des populations riveraines et des associations), sans que soit garanti le succès de telles démarche. <p>Par ailleurs, certaines contraintes réglementaires peuvent imposer une échéance à l'élimination des déchets à leur producteur (type déchets pollués au pyralène). Ceci induit un risque de contraction du marché à l'issue de la période réglementaire d'élimination pour laquelle le Groupe pourrait supporter des coûts de reconversion.</p> <p><u>Risque pays</u></p> <p>Le Groupe réalise près de 95% de son chiffre d'affaires dans des filiales exerçant leur activité en France. Concernant le chiffre d'affaires réalisé à l'international, il concerne l'Espagne (majoritairement), l'Allemagne, la Hongrie et l'Amérique latine. Le Groupe est exposé à un risque pays sur ces deux dernières zones (qui représentent néanmoins moins de 2% de son activité), dans la mesure où existe :</p> <ul style="list-style-type: none"> En Hongrie un contexte politique faisant des activités de services à l'environnement une activité stratégique pouvant relever majoritairement de la compétence de l'Etat. Cette situation induit, pour une société, notamment étrangère, le risque de voir son activité suspendue, ou de se trouver confrontée à des contraintes réglementaires et des contrôles excessifs. Le Groupe pourrait être dans l'incapacité de défendre ses droits devant les tribunaux de ce pays, en cas de conflit avec les autorités gouvernementales ou publiques ; Pour les filiales d'Amérique du sud, exportatrices pour les outils de traitement français du Groupe, le risque de ne pas obtenir les autorisations d'exporter et/ou de faire transiter les déchets concernés dans les eaux territoriales traversées par les transporteurs maritimes autorisés ; En Argentine un contrôle des change drastique, rendant difficile la remontée des fonds disponible dans la filiale du Groupe. <p><u>Risques liés à l'environnement économique</u></p> <p>Séché Environnement exerce principalement son activité sur le marché français et, en Europe, sur le marché espagnol. Le ralentissement de la croissance, voire l'existence d'épisodes de récession, tels que l'Europe a pu en vivre depuis 2008, a pu induire une contraction des volumes de déchets industriels ainsi qu'une modification des habitudes de consommation des particuliers, elle-même accentuées par les exigences de la réglementation (directive Grenelle). Le Groupe reste sensible à ces modifications de son environnement économique. Si elles peuvent représenter une source d'opportunités (outils adaptés au traitement de déchets plus techniques, solutions d'offres globales...), elles peuvent également obérer la rentabilité de certaines des activités du Groupe, voire remettre en cause la pertinence économique de certains investissements passés ou augmenter le montant des investissements d'adaptation à réaliser et</p>



Code GRI3	Profil et stratégie Libellé GRI 3 	Questions centrales Domaine d'action ISO 26000	Localisation dans Document de Référence (page)	Données Séché Environnement 
				<p>par voie de conséquence peser sur la capacité financière du Groupe.</p> <p>La diversité de l'offre de Séché Environnement, la dispersion de sa clientèle industrielle sur les différents secteurs d'activité limitent toutefois partiellement cette exposition.</p> <p><u>Risques liés à l'environnement concurrentiel</u></p> <p>Les marchés sur lesquels le Groupe évolue (Déchets dangereux, déchets non dangereux) sont caractérisés par une réelle pression concurrentielle. L'environnement concurrentiel est marqué par quelques grands opérateurs nationaux offrant une large gamme de prestations de traitement mais également par certains acteurs locaux.</p> <p>Les évolutions réglementaires pesant sur ce marché ainsi que la modification des habitudes de consommation (en partie sous l'impulsion de ces mêmes évolutions réglementaires) poussent l'ensemble des opérateurs à élargir leur offre de traitement et à investir dans de nouveaux outils ou solutions techniques pour répondre aux besoins sans cesse croissants et complexes de leurs clients.</p> <p>Il existe un risque que cette pression concurrentielle pèse défavorablement sur les prix sans qu'il soit possible de répercuter intégralement cet effet en gain de productivité supplémentaire. De la même façon, il existe un risque que soit remis en cause la pertinence économique de certains outils qui ne rencontreraient plus un niveau d'activité suffisant, ou ne réalisant pas le business plan ayant prévalu à leur mise en place et à leur financement. L'ensemble de ces risques peut induire un effet défavorable sur la situation financière et la rentabilité de du Groupe.</p> <p><u>Risques liés à l'environnement climatique</u></p> <p>Les résultats du Groupe peuvent être affectés par des variations climatiques significatives :</p> <p>Les vagues de froid intenses peuvent induire, si elles étaient d'ampleur exceptionnelle ou si elles se prolongeaient, une limitation des accès à nos sites (axes autoroutiers, routiers, ferroviaires bloqués – interdiction de circulation des véhicules lourds), ainsi que des coûts d'entretien, de maintenance et de surconsommation énergétique sur nos outils d'incinération afin d'assurer des conditions optimums d'exploitation. Le Groupe pourrait ne pas pouvoir répercuter intégralement ces surcoûts dans ses prix de traitement ou dans de nouveaux efforts de productivité.</p> <p>Une pluviométrie exceptionnelle peut également affecter négativement la rentabilité du Groupe du fait des obligations en matière de gestion des eaux pesant sur les installations classées du Groupe.</p> <p><u>Risques liés aux activités du Groupe</u></p> <p><u>Risques industriels</u></p> <p>Les activités de Séché Environnement comportent des risques industriels en tous points comparables à la majorité de ceux rencontrés dans l'industrie avec toutefois un risque spécifique de pollution reposant sur la nature même des substances traitées, susceptible de porter gravement atteinte à l'environnement et</p>



Code GRI3	Profil et stratégie Libellé GRI 3 	Questions centrales Domaine d'action ISO 26000	Localisation dans Document de Référence (page)	Données Sèche Environnement 
				<p>aux personnes. Ces activités sont encadrées réglementairement, font l'objet d'autorisations administratives d'exploiter et de contrôles réguliers des autorités compétentes (DREAL). L'ensemble des sites se doit de respecter les prescriptions réglementaires de leurs autorisations et de la législation, y compris lorsque celle-ci se durcit. Le Groupe adapte en continu ses méthodes de travail, de la conception des outils à la gestion de ces derniers, en conformité avec la réglementation la plus stricte. Une cellule d'audit réglementaire a été mise en place visant à s'assurer du respect par l'ensemble des intervenants des obligations qui s'imposent au Groupe.</p> <p>Pour autant, ce dernier ne peut écarter complètement le risque d'un accident industriel :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une pollution "accidentelle" fera l'objet d'une couverture via le programme d'assurance du Groupe (responsabilité civile – atteinte à l'environnement). Il pourrait toutefois s'avérer que ce programme reste insuffisant pour couvrir les coûts significatifs d'une pollution accidentelle exceptionnelle ; • une pollution "chronique" (correspondant aux pollutions que l'accumulation de polluants au-delà d'une charge critique propre à chaque récepteur peut induire), si elle n'était pas détectée malgré les mesures de contrôles systématiques du Groupe et des autorités, pourrait impacter défavorablement les résultats et la situation financière du Groupe, et remettre en cause (au moins temporairement) son autorisation d'exploiter. <p><u>Risques liés à la gestion des ressources humaines</u></p> <p><u>Risques liés à la santé</u></p> <p>Les activités du Groupe exposent ses salariés à la manipulation de produits potentiellement dangereux pour la santé (déchets toxiques, amiante, PCB...) et à l'utilisation d'outils techniques pouvant générer des risques d'accidents ou de maladie professionnelle.</p> <p>La sécurité des individus est considérée comme une priorité, le Groupe investit régulièrement dans des équipements de protection, dans des coûts de formation, et réfléchit en continu sur une organisation du travail assurant une sécurité maximum. Ceci est de nature à induire des coûts supplémentaires pesant sur la rentabilité des activités.</p> <p><u>Risques liés aux compétences</u></p> <p>Les activités du Groupe s'exercent au travers de nombreux outils, de plus en plus diversifiés et techniques, nécessitant des compétences spécifiques, régulièrement mises à jour, tant techniques que réglementaires. Le risque existe que le Groupe perde certaines compétences et ne soit pas en mesure de les remplacer rapidement, malgré une politique de suivi des personnes, de leur cursus de formation ainsi que des compétences clés dans le Groupe.</p> <p><u>Risques sociaux</u></p> <p>La morosité du contexte économique et du marché de l'emploi, les tensions sur nos marchés, les efforts</p>

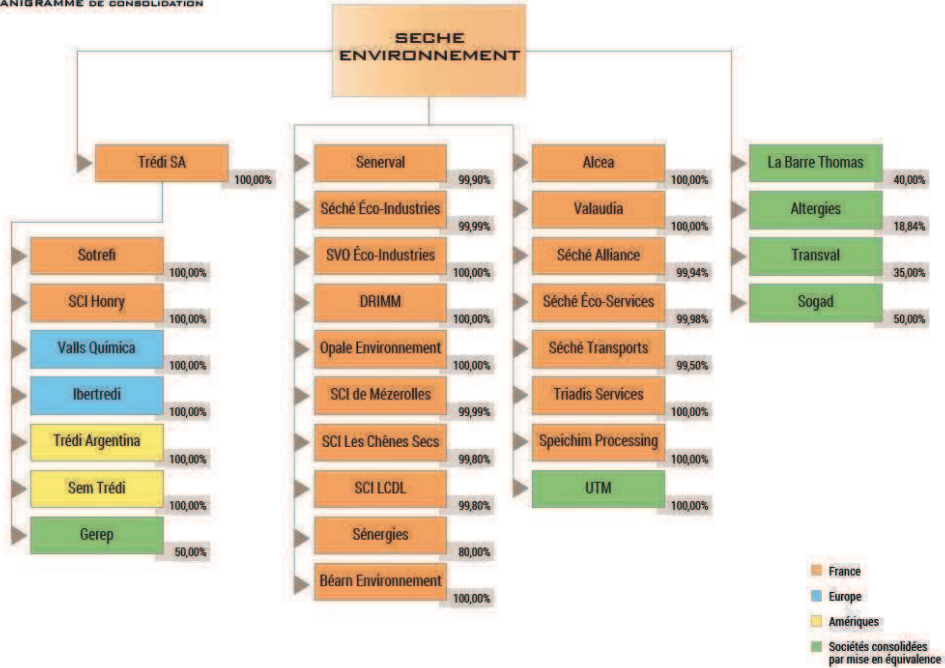
Code GRI3	Profil et stratégie Libellé GRI 3 	Questions centrales Domaine d'action ISO 26000	Localisation dans Document de Référence (page)	Données Séché Environnement 
				<p>demandés à chacun pour améliorer sans cesse la productivité de nos outils afin de faire face à des éventuelles baisses de rentabilité, sont autant de facteurs auxquels le Groupe est exposé, susceptibles d'induire une dégradation du climat social. Séché Environnement peut être confronté à des conflits sociaux qui pourraient peser sur les résultats et la situation financière du Groupe.</p> <p><u>La gestion des risques</u></p> <p>Le management des risques est au cœur de la démarche du Groupe, tant en termes de développement durable que de contrôle interne. Les risques majeurs auxquels le Groupe est confronté étant de différentes natures (industriels et écologiques, politiques ou liés à l'activité internationale, financiers) ; les processus de détection, d'analyse et de résolution sont multiples.</p> <p><u>Gestion des risques réglementaires</u></p> <p>Dans le secteur d'intervention de prédilection du Groupe, il ne saurait être question "d'activité" et de "pérennité" sans un respect strict du cadre législatif et réglementaire qui définit les normes minimales et les bonnes pratiques en matière de collecte, de traitement des déchets, d'exploitation des sites d'incinération, de revalorisation et d'enfouissement. En effet, la plupart des sites d'exploitation du Groupe sont soumis à autorisation préfectorale d'exploiter et le respect de cette autorisation est une priorité absolue.</p> <p>Séché Environnement a depuis de nombreuses années fait état de sa maturité sur ces sujets sensibles, qui s'inscrit dans la démarche plus large qu'est sa politique de développement durable. Il compte renforcer encore ses actions dans ce domaine grâce à un suivi rigoureux de ses performances au-delà de toute imposition réglementaire.</p> <p>Cette démarche se traduit pour le périmètre France par :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un processus de veille réglementaire permanente conduisant le Groupe à se fixer autant qu'il lui est possible un niveau d'exigence plus restrictif, tant sur les modalités d'acceptation et de traitement des déchets que sur la conception des différents sites et la préservation de ces derniers ; • une démarche de certification de ses installations de traitement de déchets (ISO 9001 version 2000 - 14001 - OHSAS 18001) qui a pour préalable la mise en place de procédures et modes opératoires visant à la maîtrise des activités susceptibles d'avoir une influence sur la sécurité et l'environnement est détaillée dans des manuels adaptés aux caractéristiques de chaque site et déclinant la politique QSSE du Groupe ; • une démarche d'audit réglementaire interne, animée par une équipe qualifiée et indépendante rendant compte directement à la direction opérationnelle ; • l'adoption d'une charte de développement durable en sus des chartes environnementales, sécurité et qualité existantes dans le Groupe, largement diffusée auprès des acteurs de l'entreprise et du



Code GRI3	Profil et stratégie Libellé GRI 3 	Questions centrales Domaine d'action ISO 26000	Localisation dans Document de Référence (page)	Données Séché Environnement 
				<p>Groupe ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'élaboration et la diffusion à l'ensemble des agents du Groupe de codes de comportement et d'actions explicitant les exigences contenues dans les 7 engagements du Groupe ; • la bonne intégration des sites dans leur environnement tant écologique qu'économique ou humain est un souci constant marqué par la présence d'écologues chargés d'y veiller en permanence. Les contacts qu'il assure avec le voisinage proche et la Société civile en général permettent au Groupe de mesurer la validité des efforts de l'entreprise en ce domaine. La Société s'attache à fournir à l'ensemble des parties prenantes du Groupe des informations comparatives, d'une année sur l'autre, sur l'ensemble des paramètres fondamentaux liés à sa politique de développement durable. • Il convient de noter que la Société n'a pas eu connaissance au cours de l'exercice 2013 d'une quelconque action qui pourrait être le prémisses d'un éventuel recours qui s'insérerait quoiqu'il en soit dans une procédure interactive permettant à la Société de mettre en œuvre des mesures correctives visant à satisfaire les éventuelles requêtes de tiers ou du Préfet. <p><u>Gestion des risques industriels</u></p> <p>Etablissements classés pour la protection de l'environnement, tous les sites du Groupe disposent d'un dispositif de réduction des impacts lors d'�v�nements Ce dispositif comprend des organisations permettant de protéger le personnel, les populations et l'environnement lors d'accidents. Suivant la taille du site et la réglementation applicable, ces dispositifs s'appellent plan interne de secours, ETARE (Etablissement REpertori�), POI (Plan d'Opération Interne) ou PPI (Plan Particulier d'Intervention). Des audits de sécurité sont opérés avec les compagnies d'assurance en particulier, les contrôles des autorités (DREAL), et des exercices de simulation d'accident sont effectués en lien avec les secours extérieurs (pompiers, Services Départemental d'Incendie et de Secours), en vue d'une formation mutuelle.</p> <p>Le Groupe s'est également doté au niveau Direction générale d'une cellule d'urgence pouvant être activée en cas de crise, pour mobiliser tous les moyens nécessaires à un rapide retour à l'ordre après sécurisation des hommes et des biens. Elle assure la gestion de la communication en toute transparence.</p> <p>Qu'elle puisse être d'origine accidentelle ou chronique, le Groupe met en œuvre les contrôles nécessaires à la détection de toute pollution : tous les sites du Groupe bénéficient d'une surveillance organisée des impacts et effets de leurs rejets – qu'ils soient liquides, solides ou gazeux. Des études faunistiques et floristiques sont par ailleurs réalisées de façon régulière, soit lors de renouvellement ou d'extension, soit à la demande des pouvoirs publics, soit pour satisfaire les légitimes demandes des commissions locales d'information et de surveillance imposées ou créées à l'initiative du Groupe.</p> <p>Les informations disponibles au jour d'établissement du présent document permettent de préciser que Séché Environnement n'a pas connaissance de pollutions générées par les activités du Groupe et pour lesquelles les mesures nécessaires n'ont pas été prises pour en assumer la complète résorption.</p>



Code GRI3	Profil et stratégie Libellé GRI 3 	Questions centrales Domaine d'action ISO 26000	Localisation dans Document de Référence (page)	Données Séché Environnement 
				<p><u>Gestion des risques liés aux ressources humaines</u></p> <p><u>Gestion des risques liés à la santé et à la sécurité des personnes</u></p> <p>Sécurité et santé au travail impliquent une mobilisation permanente de l'ensemble des collaborateurs de Séché Environnement par une bonne appréhension du risque au sens le plus large, des réflexions communes pour en parfaire la connaissance et une vision partagée des enjeux en vue d'actions de tous, au quotidien.</p> <p>Tous les sites sont sous la responsabilité d'un responsable QSSE (Qualité Sécurité Santé Environnement) qui décline la politique du Groupe à l'échelon élémentaire. Les sites sont également pourvus conformément à la loi de Comité d'Hygiène Sécurité et Conditions de Travail (CHSCT).</p> <p>En application des textes (art L 4644-1 du Code du Travail) modifiant l'organisation de la surveillance et de la prévention de la santé au travail, le Groupe nomme pour chacune de ses entreprises constitutives un « salarié aux risques professionnels ». Celui-ci agit en liaison avec le médecin du travail pour rendre les interventions plus efficaces en matière de surveillance médicale, et de compétences complémentaires et pluridisciplinaires.</p> <p>Par ailleurs, le Groupe a initié, en 2010, la démarche MOCS (Management et Optimisation des Comportements Sécurité), qui a pour objectif de réduire les comportements à risques pouvant donner lieu à des accidents de travail. L'encadrement s'adresse aux opérateurs au cours d'interventions régulières de terrain et souligne avec chaque correspondant en situation réelle, l'adéquation ou l'inadéquation des dispositions de sécurité mises en œuvre. L'objectif est de mettre en place des mesures correctrices éventuelles et d'effectuer un transfert d'expérience. C'est un travail de réapprentissage de comportements quotidiens et d'identification d'actes (ou de non-actions) potentiellement accidentogènes. Des formations spécifiques MOCS sont également dispensées.</p> <p>Enfin, le Groupe a entamé une analyse de la pénibilité aux postes de travail et a mis en place un plan d'actions et de suivi comportant des objectifs en matières de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Réduction des poly-expositions aux facteurs de pénibilités ; • Adaptation et aménagement des postes de travail ; • Amélioration des conditions de travaux, notamment d'ordre organisationnel ; • Développement des compétences et des qualifications et accès à la formation ; • Maintien dans l'emploi et prévention de la désinsertion professionnelle des salariés. <p><u>Gestion des risques liés aux compétences</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • L'amélioration continue des compétences de ses collaborateurs reste au cœur de la politique sociale du Groupe. Elle s'appuie sur une politique de formation ambitieuse, visant à permettre à chaque

Code GRI3	Profil et stratégie Libellé GRI 3 	Questions centrales Domaine d'action ISO 26000	Localisation dans Document de Référence (page)	Données Séché Environnement 
				<p>collaborateur d'acquérir d'une manière appropriée une attitude, une culture, un savoir. La formation continue reste un transmettre aux salariés tous les savoirs nécessaires pour réaliser au mieux les activités qui leur sont confiées dans le cadre de leur métier ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • renforcer les expertises métier. <p>levier majeur de l'accompagnement professionnel. Le Groupe vise, à travers elle à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • contribuer au développement des pratiques professionnelles ; <p>Le plan de formation, construit sur la base de ces orientations, prend en compte les besoins :</p> <ul style="list-style-type: none"> • collectifs, au travers des évolutions des enjeux de l'entreprise qui nécessitent une adaptation continue des équipes et de leur poste de travail ; • individuels, au travers de l'identification de demandes spécifiques et d'actions dans le cadre du droit individuel à la formation. <p>Il intègre les actions d'adaptation des salariés à leur poste de travail ainsi que les actions liées à l'évolution ou au maintien dans l'emploi et au développement des compétences.</p> <p>Par ailleurs, Séché contribue à la formation des générations montantes en développant des relations privilégiées dans un cadre d'échanges industrie/universités, en particulier en détachant ponctuellement certains cadres pour des missions d'enseignement et à travers une convention pluriannuelle de recherche avec l'Ecole des Mines de Nantes.</p>



Code GRI3	Profil et stratégie Libellé GRI 3 	Questions centrales Domaine d'action ISO 26000	Localisation dans Document de Référence (page)	Données Séché Environnement 
--------------	---	--	--	---



2 Profil de l'organisation				
2.1	Nom de l'organisation		34	Séché Environnement
2.2	Principaux produits et/ou services et marques correspondantes		15-20	Séché Environnement est l'un des principaux acteurs français de la valorisation et du traitement de tous les types de déchets (hors radioactifs), qu'ils soient d'origine industrielle ou issus des collectivités territoriales. Son outil industriel lui permet d'offrir une solution globale qui intègre toutes les exigences liées au respect de l'environnement.
2.3	Structure opérationnelle de l'organisation, avec description des principales divisions, entités opérationnelles, filiales et coentreprises		83	<p>ORGANIGRAMME DE CONSOLIDATION</p>  <p> ■ France ■ Europe ■ Amériques ■ Sociétés consolidées par mise en équivalence </p>

Code GRI3	Profil et stratégie		Questions centrales Domaine d'action ISO 26000	Localisation dans Document de Référence (page)	Données Sécché Environnement
	Libellé GRI 3				
					
2.4	Lieu où se trouve le siège de l'organisation			34	Les Hêtres – CS 20020 – 53811 Changé Cedex 09 (France)
2.5	Nombre de pays où l'organisation est implantée et nom des pays où soit l'exploitation est majeure, soit les questions relatives au développement durable traitées dans le rapport s'avèrent particulièrement pertinentes			73	Les activités du Groupe se concentrent sur la France avec 95 % du chiffre d'affaires consolidé. A l'international, les filiales opèrent : <ul style="list-style-type: none">• en Espagne sur les métiers de la régénération de solvants• en Allemagne sur les métiers de traitement des gaz• en Amérique latine sur les métiers de prétraitement, prescriptrices d'activité pour les installations de traitement en France.
2.6	Nature du capital et forme juridique			34;99	Société Anonyme à Conseil d'administration de droit français, régie par le Code de commerce. Elle est cotée en Bourse sur Euronext Paris depuis 1997.
2.7	Marchés où l'organisation opère			15	Marchés publics et marchés privés relatifs à l'environnement, en particulier ceux liés à la gestion des déchets (dangereux ou non) en vue de leur valorisation et de leur traitement en sécurité pour les hommes et l'environnement
2.8	Taille de l'organisation			72;104	Chiffre d'affaires 2013 de 469,1 M€, effectif de 1752 salariés dont 1661 en France
2.9	Changements significatifs de la taille, de la structure de l'organisation ou de son capital au cours de la période de reporting			70	Le périmètre de consolidation a été retraité à effet du 1 ^{er} janvier 2012, en raison de la décision de Sécché Environnement de ne pas poursuivre ses activités en Hongrie (Hungaropec), en application de la norme IFRS 5 relative aux activités abandonnées. La filiale hongroise Hungaropec a fait l'objet d'une suspension d'activité en début d'exercice 2013 et Sécché Environnement considère ne pas disposer des moyens permettant la poursuite de ses activités dans les conditions exigées par les autorités hongroises.
2.1	Récompenses reçues au cours de la période de reporting			14	Trophée Sécurité 2013 pour Sécché Eco-Services, pour la 2 ^{ème} année consécutive Labellisation à la Stratégie Nationale pour la Biodiversité par le MEDDE Trophée de la multimodalité reçu par Trédi de la CCI Nord-Isère
3 Paramètres du rapport					
3.1	Période considérée (par exemple exercice comptable, année calendaire) pour les informations fournies			99	Exercice comptable, année civile 2013
3.2	Date du dernier rapport publié le cas échéant				Année 2012

Code GRI3	Profil et stratégie	Questions centrales Domaine d'action ISO 26000	Localisation dans Document de Référence (page)	Données Sèches Environnement
	Libellé GRI 3 			



3.3	Cycle considéré (annuel, biennal, etc.)		99	Annuel
3.4	Personne à contacter pour toute question sur le rapport ou son contenu		8	Responsable de la communication financière : Jean Geissler (Directeur Administratif et Financier)
3.5	Processus de détermination du contenu du rapport		99	Le Rapport de Gestion est régi par l'Autorité des Marchés Financiers et les données extra-financières par l'article 225 de la loi n°2010-788 (dite « Grenelle II »).
3.6	Périmètre du rapport (pays, divisions, filiales, installations en crédit-bail, coentreprises, fournisseurs, par exemple), voir pour plus amples informations le Protocole GRI sur le périmètre		99	Le périmètre est constitué de la maison-mère Sèches Environnement SA et de ses filiales françaises contrôlées majoritairement à fin 2013, et consolidées en méthode globale.
3.7	Indication des éventuelles limites spécifiques du champ ou du périmètre du rapport		99	Les implantations à l'international (environ 4,6 % du chiffre d'affaires 2012 et 5,2 % des effectifs) ne font pas l'objet à ce jour de collecte de données sociales et environnementales du fait de leur faible importance relative et de la difficulté de consolidation dans des contextes réglementaires différents de la France.
3.8	Principes adoptés pour la communication des données concernant les coentreprises, filiales, installations en crédit-bail, activités sous-traitées et autres situations susceptibles d'avoir une incidence majeure sur les possibilités de comparaison d'une période à l'autre et/ou d'une organisation à l'autre			Informations considérées non significatives à l'échelle du Groupe
3.9	Techniques de mesure des données et bases de calcul, y compris les hypothèses et techniques à l'origine des estimations appliquées au renseignement des indicateurs et autres informations figurant dans le rapport		100; 103	<p>Les données environnementales, sociales et sociétales correspondent à une vision économique de Sèches Environnement tel que constitué en 2013 en France. Elles comportent les renseignements relatifs aux impacts environnementaux et sociaux de l'activité du Groupe, ainsi que prévu par le décret n° 2002-221 du 20 février 2002 pris pour l'application de l'article L 225-102-1 du Code de commerce et modifiant le décret n° 67-236 du 27 mars 1967 sur les sociétés commerciales. Les informations relatives aux rejets mentionnés dans cet article du Code de commerce sont données conformément aux prescriptions de l'arrêté du 30 avril 2002.</p> <p>Cette volonté de transparence en exposant les données les plus pertinentes et les plus significatives des impacts de l'activité ont conduit pour l'exercice 2013 à adopter les règles suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les données environnementales du présent rapport sont issues des déclarations (dont celle du Geres) faites régulièrement par les sites industriels aux administrations compétentes (DREAL, Agences régionales de santé, Agences de l'eau) qui en assurent la tutelle et le contrôle. Ces données proviennent de mesures, réalisées soit en interne (autocontrôles), soit par des organismes agréés. • Les données sociales sont issues de la base de données de la Direction des ressources humaines, selon des définitions couramment utilisées en France, et en particulier dans le cadre de



Code GRI3	Profil et stratégie Libellé GRI 3 	Questions centrales Domaine d'action ISO 26000	Localisation dans Document de Référence (page)	Données Séché Environnement 
				l'établissement des bilans sociaux (pour les structures juridiques qui y sont assujetties).Elles correspondent aux déclarations réglementaires faites aux diverses administrations et aux organismes sociaux.
3.1	Explication des conséquences de toute reformulation d'informations communiquées dans des rapports antérieurs et des raisons de cette reformulation		103	Certaines imprécisions ou erreurs de reporting sur les exercices précédents (en particulier en matière d'indicateurs environnementaux) peuvent être détectées au cours du reporting de l'exercice en cours. Un seuil de matérialité de 5 % sur la valeur de l'indicateur concerné est retenu par défaut pour les ajustements de données sur les exercices antérieurs identifiés au cours de l'exercice sous revue. Au-delà de ce seuil, la correction donne lieu à commentaire.
3.11	Changements significatifs, par rapport à la période couverte par les rapports antérieurs, du champ, du périmètre ou des méthodes de mesure utilisées dans le rapport		100	<p>Les règles d'entrées et de sorties de périmètre se calent sur les définitions de consolidation (référentiel IFRS, normes IFRS10 / IFRS5). La mise à jour du périmètre de reporting s'effectue trimestriellement par analogie avec celui de consolidation régi par le service consolidation du Groupe. La collecte des données environnementales et sociales a une p�riodic�t� annuelle (année civile).</p> <p>Le périmètre de suivi des indicateurs environnementaux – � la différence des sociaux – est défini pour Séché Environnement comme étant l'ensemble des établissements classés pour la protection de l'environnement (ICPE) dont il est l'exploitant, c'est-à-dire ceux dont il est titulaire de l'autorisation préfectorale d'exploiter (directement ou par filiale interposée). Cette règle basée sur la responsabilité vis-à-vis de l'Administration est d'application en 2013.</p> <p>En 2012 avaient encore été inclus dans le périmètre l'incinérateur d'ordures ménagères d'Oléron et le site de compostage de Scherwiller dont la gestion est assurée par Séché Eco-Industries, mais dont les arrêtés préfectoraux sont au nom des collectivités locales concernées. Pour la même raison, les sites d'intervention de Séché Eco-services chez les industriels ne rentrent pas dans le périmètre du reporting environnemental de Séché Environnement, car ils figurent dans celui des industriels en question qui détiennent l'arrêté préfectoral.</p> <p>Les données 2012 comportent la filiale GEREP d�consolid�e en 2013, sortant de ce fait des indicateurs sociaux comme environnementaux.</p> <p>Dans le cas de délégations de service public (DSP) comme S�nerval ou Alc�a, c'est la structure juridique filiale du Groupe attributaire de la DSP qui fait l'objet de l'arrêté préfectoral, et les données environnementales sont donc reportées avec celles de Séché Environnement.</p>
3.12	Tableau identifiant l'emplacement des éléments d'information requis dans le rapport			Voir la grille de lecture en début de document
3.13	Politique et pratique courante visant la validation du rapport par des personnes externes à l'organisation. Si cela ne figure pas dans le rapport de validation accompagnant celui de développement durable, expliquer l'objet et la base de toute validation externe fournie. Exposer également la relation existant entre l'organisation rédigeant le rapport et le/les expert(s) vérificateur(s)	7.5.3	3-4	<p>Les responsables du contrôle des comptes sont les commissaires aux comptes de la Société : KPMG – SA et ACOREX – AUDIT</p> <p>Les mandats des ces deux auditeurs ont été conférés par l'Assemblée générale des actionnaires du 8 juin 2012 pour une durée de 6 ans.</p> <p>Le contrôle des données environnementales, sociales et de sécurité a été confié à KPMG. Il leur</p>



Code GRI3	Profil et stratégie Libellé GRI 3 	Questions centrales Domaine d'action ISO 26000	Localisation dans Document de Référence (page)	Données Séché Environnement 
--------------	---	--	--	---



				appartient d'émettre une attestation de présence des informations RSE, ainsi qu'un avis motivé sur la sincérité de ces informations en tant qu'organisme tiers indépendant, comme le prévoit l'article 225-102-1 du Code du commerce.
--	--	--	--	---



4 Gouvernance, engagements et dialogue				
4.1	Structure de gouvernance de l'organisation y compris les comités relevant du plus haut organe de gouvernance, responsables de tâches spécifiques telles que la définition de la stratégie ou la supervision de l'organisation	6.2	40-42	<p><u>Rôle du Conseil d'administration</u></p> <p>Chaque administrateur est informé des responsabilités essentielles qui lui incombent et reste soucieux de l'intérêt de tous les actionnaires dans les débats auxquels il prend part au sein du conseil et dans sa participation aux décisions, qui ont toujours été prise de manière collégiale. Il reçoit et peut se faire communiquer toutes les informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission.</p> <p>Le Conseil d'administration délibère sur toutes les questions majeures de la vie du Groupe. Plus particulièrement :</p> <ul style="list-style-type: none"> • il fixe les principes essentiels de comportement et d'action qui doivent prévaloir en toutes circonstances au sein du Groupe et demande compte rendu de leur application. A ce titre, il a défini, dans le cadre de l'élaboration d'une charte de développement durable, 7 engagements qu'il s'attache à promouvoir au sein du Groupe. De même, il a établi et diffusé un code de déontologie boursière et nommé un déontologue au sein du Groupe ; • il définit les objectifs stratégiques du Groupe, en accord avec l'actionnaire majoritaire et le Président-directeur général ; • il désigne les mandataires sociaux chargés de gérer l'entreprise dans le cadre de cette stratégie ; • il contrôle la gestion de la Société et veille à la qualité de l'information fournie aux actionnaires et au marché. <p><u>Travaux et mode de fonctionnement du Conseil d'administration</u></p> <p><u>Le Conseil d'administration</u></p> <p>Afin de remplir les objectifs qu'il s'est assigné, le Conseil d'administration de la Société a adopté un mode de fonctionnement garantissant une prise de décision éclairée.</p> <p>Le Conseil d'administration se réunit régulièrement sur tous les sujets dont il a la responsabilité, et chaque administrateur est informé du calendrier annuel des réunions afin d'assurer la meilleure disponibilité de chacun. Tout changement dans l'agenda initial fait l'objet le plus en amont possible d'une communication spécifique aux administrateurs. Ils ont également la possibilité de se faire représenter.</p>



Code GRI3	Profil et stratégie Libellé GRI 3 	Questions centrales Domaine d'action ISO 26000	Localisation dans Document de Référence (page)	Données Séché Environnement 
				<p>Le Conseil d'administration est réuni sur convocation de son Président, ou s'il ne s'est pas réuni depuis plus de deux mois sur convocation d'au moins 1/3 de ses membres. Sur l'exercice 2013, le Conseil n'a été convoqué que par le Président.</p> <p>L'ordre du jour est communiqué dans des délais permettant à chaque administrateur une information des thèmes abordés et permettant un débat éclairé, au cours duquel tous les administrateurs ont la possibilité de poser toutes les questions nécessaires à leur bonne compréhension :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de la stratégie de la Société et du Groupe ; • de l'activité. Notamment, un point est effectué en Conseil chaque trimestre. Le budget et le plan d'activité à 3 ans est également présenté au Conseil d'administration ; • de l'information financière diffusée par le Groupe aux actionnaires et au marché ; • de toutes les questions diverses relevant de la responsabilité du Conseil d'administration. <p>Les séances sont présidées par le Président ou, en son absence, par un administrateur choisi par ses collègues pour chaque séance.</p> <p>Au cours de l'année 2013, le Conseil d'administration de Séché Environnement s'est réuni 8 fois sur 8 réunions planifiées. Le taux de présence moyen (tenant compte des administrateurs présents et représentés) sur l'ensemble des réunions s'est élevé à 100%. Les principaux thèmes abordés ont été les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • examen des comptes consolidés annuels (31/12/12), et semestriels (30/06/13), et délibérations sur les obligations qui lui incombent en la matière ; • examen du budget 2013 révisé, du budget 2014 et de la stratégie moyen terme; • examen des projets de développement ; • examen des dossiers significatifs d'acquisition et d'optimisation juridique à leurs différents stades d'avancement ; • mise en place d'un comité d'audit ; • préparation des résolutions soumises à l'Assemblée générale des actionnaires. <p><u>Comités d'audit</u></p> <p>En application des dispositions de l'article L823-19 du Code de commerce- instituant pour les sociétés cotées l'obligation de se doter d'un comité d'audit, le Conseil d'administration de Séché Environnement, dans sa séance du 27 août 2013 a mis en place un comité d'audit. Au cours de cette séance a été décidé</p>



Code GRI3	Profil et stratégie Libellé GRI 3 	Questions centrales Domaine d'action ISO 26000	Localisation dans Document de Référence (page)	Données Séché Environnement 
				<p>que :</p> <ul style="list-style-type: none"> conformément aux dispositions permises par l'article L823-20 du Code du commerce, le Conseil d'administration remplirait les fonctions du comité d'audit en se réunissant en formation de comité d'audit. le Conseil d'administration ferait état de ses délibérations en formation comité d'audit, soit dans son procès-verbal dans une section spécifique, soit dans un procès-verbal ad hoc ; la présidence du comité d'audit soit confiée à Philippe Valletoux en raison de sa compétence et de son indépendance. Les autres membres du Conseil d'administration (y compris Joël Séché) sont membres de fait du comité d'audit ; <p>Le comité d'audit s'est fixé pour mission de :</p> <p>A – s'agissant des comptes</p> <ul style="list-style-type: none"> s'assurer de la pertinence, de la permanence, de la bonne application et du respect des méthodes comptables adoptées pour l'établissement des comptes consolidés et sociaux, ainsi que du traitement adéquat des opérations significatives du Groupe ; examiner les projets de comptes intermédiaires, les projets de rapport semestriel et de rapport d'activité et de résultat avant leur publication, ainsi que tous comptes établis pour les besoins d'opération spécifiques ; examiner le périmètre des sociétés consolidées – et le cas échéant, les raisons pour lesquelles des sociétés n'y seraient pas incluses ; examiner les risques et les engagements hors bilan significatifs ; examiner le traitement comptable et financier des opérations d'acquisition ou de cession (pour toute opération d'un montant > à 10 million d'euros). <p>B – s'agissant de l'audit interne et la gestion des risques</p> <ul style="list-style-type: none"> examiner périodiquement la cartographie des principaux risques identifiés par la Direction générale ; assurer le suivi des questions relatives au contrôle et au processus d'élaboration des informations comptables et financières ; entendre régulièrement les rapports des auditeurs du Groupe sur les modalités de réalisation de leurs travaux, ainsi que les réponses de la Direction générale. <p>C – s'agissant des Commissaires aux comptes</p> <ul style="list-style-type: none"> superviser la procédure de sélection ou de renouvellement des Commissaires aux comptes ; apprécier les règles et les modalités garantissant leur indépendance.



Code GRI3	Profil et stratégie Libellé GRI 3 	Questions centrales Domaine d'action ISO 26000	Localisation dans Document de Référence (page)	Données Séché Environnement 
				<p><i>D – s’agissant de la politique financière</i></p> <ul style="list-style-type: none"> être informé de la situation financière du Groupe, ainsi que des méthodes et techniques utilisées pour la définir ; examiner, préalablement à leur diffusion, les communications extérieures du Groupe en matière comptable et financière ou susceptibles d’affecter la situation financière ou les perspectives du Groupe ; examiner toute question de nature financière ou comptable qui lui est soumise par le Président, le Conseil, la Direction générale ou les Commissaires aux comptes. <p>Le Conseil d’administration ne s’est pas appuyé spécifiquement sur les recommandations incluses dans le rapport groupe de travail sur le Comité d’audit de juillet 2010 pour constituer le Comité d’audit et pour en définir ses missions.</p> <p><u>Les autres comités</u></p> <p>Du fait de la structure d’entreprise patrimoniale du Groupe, avec un actionnariat familial prédominant, un nombre limitée d’administrateur et une présidence exercée par le principal actionnaire, le Conseil d’administration ne s’est pas encore doté de comités spécifiques, ces tâches étant à ce jour dévolues aux structures de management disposant de larges délégations pour la mise en œuvre d’une gouvernance de Groupe.</p> <p>Toutefois, il est précisé que dans le cadre du renforcement de la Caisse des Dépôts et Consignations au capital de Séché Environnement, un pacte d’actionnaires a été mis en place entre le Groupe CDC, Joël Séché et la Société civile Amarosa aux termes duquel, entre autres, peut être créé un Comité stratégique et d’investissement (composé de 5 membres), qui veillera à assister le Conseil d’administration sur l’élaboration du plan d’affaires glissants à trois ans et du budget prévisionnel annuel d’exploitation et d’investissement du Groupe.</p> <p><u>L’animation de la stratégie</u></p> <p>L’animation quotidienne de la stratégie du Groupe est assurée par les principaux dirigeants du Groupe sous la direction de Joël Séché. Une réunion est organisée chaque semaine afin de permettre une optimisation de la conduite du Groupe concernant l’activité, le développement de projets, les finances et les ressources humaines. Ces réunions permettent le pilotage de l’ensemble des activités opérationnelles stratégiques et optimise l’allocation des investissements. Chacun prend, au quotidien, les mesures nécessaires au sein de son domaine d’intervention pour assurer la mise en œuvre des orientations préconisées dans le cadre de ces réunions. Chacun en rend compte devant ses pairs.</p>



Code GRI3	Profil et stratégie Libellé GRI 3 	Questions centrales Domaine d'action ISO 26000	Localisation dans Document de Référence (page)	Données Séché Environnement 
4.2	Indiquer si le président du Conseil d'administration (ou assimilé) est aussi un administrateur exécutif (et dans ce cas, indiquer ses fonctions dans l'organigramme de l'organisation et les raisons d'être de cette disposition)		39	Le Président du Conseil d'administration exerce les fonctions de Président Directeur général. Les fonctions de Président et de Directeur général sont assumées par Joël Séché et aucune limitation formelle n'a été apportée à ses pouvoirs de Directeur général. Ce choix de mode de gouvernance est lié à la structure d'entreprise patrimoniale du Groupe avec un actionnariat familial prédominant.
4.3	Pour les organisations ayant un système de Conseil d'administration (ou assimilé) à organe unique, indiquer le nombre d'administrateurs indépendants et/ou non exécutifs		39	Le Conseil d'Administration est composé de 5 membres dont 2 sont administrateurs indépendants
4.4	Mécanismes permettant aux actionnaires et aux salariés de faire des recommandations ou de transmettre des instructions au Conseil d'administration (ou assimilé)			Non renseigné
4.5	Lien entre les rémunérations des membres du Conseil d'administration (ou assimilé), des cadres supérieurs et des cadres dirigeants (y compris les indemnités de départ) et la performance de l'organisation (y compris sociale et environnementale)		107	Les rémunérations ne comportent aucune part variable, ni aucune attribution d'actions gratuites ou de stock-options.
4.6	Processus mis en place par le Conseil d'administration (ou assimilé) pour éviter les conflits d'intérêt		44	L'organisation centralisée des fonctions supports (trésorerie, contrôle de gestion, consolidation, informatique, juridique, sécurité, cellule technique, développement durable, veille réglementaire) permet une diffusion uniforme des grandes orientations et objectifs de la direction. Le suivi et la gestion centralisée des risques et contentieux majeurs visent également à garantir une indépendance de jugement et limiter les conflits d'intérêt. Les règles, procédures, et principes à appliquer dans la mise en œuvre des actions rattachables à chaque fonction support sont formalisées et diffusées par les différents services centraux concernés.
4.7	Processus de détermination des qualifications et de l'expertise exigée des membres du Conseil d'administration (ou assimilé) pour décider des orientations stratégiques de l'organisation en matière de questions économiques, environnementales et sociales		43	Le rôle du Conseil d'administration ainsi que son fonctionnement ne sont à ce jour pas formalisés dans un règlement intérieur. Par ailleurs, le Conseil d'administration n'a à ce jour pas procédé à l'examen de son mode de fonctionnement
4.8	Missions ou valeurs, codes de bonne conduite et principes définis en interne par l'organisation sur sa performance économique, environnementale et sociale, et état de leur mise en pratique		28-29; 44	Signataire depuis 2003 du Pacte Mondial des Nations Unies, le Groupe assoit son organisation sur une Charte du Développement Durable (niveau Groupe), déclinée en Politique QSSE (qualité santé sécurité environnement) au niveau des sites de production, et en Codes de comportement et d'action pour les salariés pris individuellement. Cet arsenal de codes est complété par un Code de Déontologie Boursière qui s'adresse à toute personne pouvant avoir de près ou de loin connaissance d'informations confidentielles dont l'utilisation serait susceptible d'influencer les marchés boursiers.



Code GRI3	Profil et stratégie Libellé GRI 3 	Questions centrales Domaine d'action ISO 26000	Localisation dans Document de Référence (page)	Données Séché Environnement 
4.9	Procédures définies par le Conseil d'administration (ou assimilé) pour superviser la manière dont l'organisation identifie et gère sa performance économique, environnementale et sociale, et notamment les risques, opportunités, ainsi que le respect des normes internationales, des codes de bonne conduite et des principes		43-48	<p><u>Définition du contrôle interne</u></p> <p>Séché Environnement, en se référant au cadre de référence de l'Autorité des Marchés Financiers définit le contrôle interne comme l'ensemble des dispositifs mis en place au sein de son organisation visant à assurer</p> <ul style="list-style-type: none"> • que l'activité du Groupe et des acteurs de l'entreprise s'effectue en conformité avec les lois et réglementations en vigueur ; • que chacun agit en application des instructions et des orientations fixées par la Direction générale ; • un bon fonctionnement des processus internes et notamment ceux concourant à la sauvegarde des actifs, à l'efficacité des opérations et l'utilisation efficiente des ressources ; • la fiabilité des informations financières. <p>Le contrôle interne s'appuie au sein du Groupe tout à la fois sur des procédures et pratiques destinées à garantir l'application des politiques définies, que sur une prise de conscience de l'ensemble des acteurs de leur responsabilité dans l'organisation et la fiabilité du contrôle interne. Il s'applique à l'ensemble des filiales sur lequel le Groupe exerce un contrôle exclusif.</p> <p>Toutefois, comme tout système de contrôle, le système de contrôle interne mis en place dans l'organisation actuelle de l'entreprise et du Groupe ne peut apporter l'assurance absolue que par son existence, tous les risques sont éliminés et on ne peut exclure la possibilité que certains contrôles soient contournés ou outrepass�s.</p> <p><u>Organisation générale du processus de contrôle interne dans la Société</u></p> <p>L'architecture du contrôle interne de la Société s'appuie sur cinq composantes majeures, détaillées ci-dessous.</p> <p><u>L'environnement de contrôle interne</u></p> <p><u>Un corpus de valeurs communes impliquant chaque acteur de l'entreprise</u></p> <p>La mise en œuvre, la pérennité et l'efficacité du processus de contrôle interne au regard des objectifs qui lui sont assignés, est l'affaire de tous les acteurs de l'entreprise. Ceux-ci garantissent, d'une part par le respect des procédures, d'autre part par la remontée des anomalies éventuellement constatées, une évaluation permanente des processus et une amélioration de leur efficience.</p> <p>La démarche de contrôle interne du Groupe se fonde donc sur un système de valeurs affichées, mettant l'accent sur le comportement responsable de tous les acteurs de l'entreprise. Elle a vocation à s'appliquer dans toutes les sociétés contrôlées ou dans lesquelles le Groupe maîtrise la gestion opérationnelle. L'importance pour le Groupe d'un comportement responsable de ces acteurs a été particulièrement mise en exergue dans sa démarche de développement durable : en effet, Séché Environnement, qui se veut une entreprise citoyenne, a pleinement pris la mesure de son utilité sociétale et de l'empreinte de son activité dans les sphères économiques, environnementales, sociales et sociétales. Cette prise de conscience l'a conduite à définir clairement les engagements que toutes ses composantes doivent</p>



Code GRI3	Profil et stratégie Libellé GRI 3 	Questions centrales Domaine d'action ISO 26000	Localisation dans Document de Référence (page)	Données Sèche Environnement 
				<p>contribuer à décliner. Elle a notamment conduit à la formalisation d'une charte de développement durable ainsi que de sept engagements forts qui, déclinés en code de comportement et d'action accessible à tous, ont permis d'apporter à chacun des acteurs du Groupe les repères de son action et la responsabilisation de ces derniers sur les enjeux de celle-ci. Ce code de comportement et d'actions a été complété, début 2005, par un code de déontologie diffusé auprès de l'ensemble des acteurs de l'entreprise disposant ou pouvant disposer d'informations confidentielles et/ou privilégiées.</p> <p>Une organisation mêlant étroitement une centralisation des fonctions transversales et une décentralisation des fonctions opérationnelles</p> <p>La sensibilisation des acteurs du Groupe au contrôle interne est assurée par un environnement favorisant une définition et une animation centralisée des orientations stratégiques, des fonctions transversales et des procédures et principes en découlant, et une responsabilisation décentralisée de la gestion opérationnelle des activités.</p> <p>Le Président-directeur général relaie auprès des principaux cadres dirigeants la stratégie du Conseil d'administration, ces derniers orientant alors en fonction les activités du Groupe et le cadre de contrôle interne dans lequel elles s'inscrivent. Ensembles, ils garantissent, par un suivi régulier des activités, la cohérence de ces dernières par rapport à la ligne fixée. Début 2009, une organisation matricielle par filière a vu le jour permettant un déploiement différencié de la stratégie du Groupe, en prise avec les spécificités des marchés et des modes de traitement.</p> <p>L'organisation centralisée des fonctions supports (trésorerie, contrôle de gestion, consolidation, informatique, juridique, sécurité, développement durable, veille réglementaire) permet une diffusion uniforme des grandes orientations et objectifs de la direction. Le suivi et la gestion centralisée des risques et contentieux majeurs visent également à garantir une indépendance de jugement et limiter les conflits d'intérêts. Les règles, procédures, et principes à appliquer dans la mise en œuvre des actions rattachables à chaque fonction support sont formalisées et diffusées par les différents services centraux concernés.</p> <p>Pour autant, la gestion opérationnelle des filiales du Groupe reste décentralisée sur les directeurs de site et chacun est responsabilisé aux enjeux de sa fonction en terme de contrôle interne. Cette décentralisation repose sur des délégations de pouvoir définies dans les statuts des filiales du Groupe. Chaque directeur de site a à rendre compte de l'utilisation faite de ces délégations de pouvoir auprès de la Direction générale.</p> <p>Management des risques</p> <p>Le management des risques est au cœur de la démarche du Groupe, tant en termes de développement durable que de contrôle interne. Les risques majeurs auxquels le Groupe est confronté étant de différentes natures (industriels et écologiques, politiques ou liés à l'activité internationale, financiers), les processus de détection, d'analyse et de résolution sont multiples.</p> <p>Concernant les risques industriels, l'activité du Groupe est marquée par une présence régaliennne forte,</p>



Code GRI3	Profil et stratégie Libellé GRI 3 	Questions centrales Domaine d'action ISO 26000	Localisation dans Document de Référence (page)	Données Séché Environnement 
				<p>preuve du degré d'implication des pouvoirs publics en matière d'élimination des déchets. La maîtrise de la conformité réglementaire mise en place par Séché Environnement découle tout à la fois d'une veille réglementaire permanente, de la participation à des groupes de travail au niveau professionnel en vue de devancer les réglementations et d'audits réglementaires par des agents spécialement formés. D'un point de vue environnemental, le Groupe met en œuvre les contrôles nécessaires à la détection de toute pollution.</p> <p>Tous les sites de Séché Environnement bénéficient d'une surveillance organisée des impacts et effets de leurs rejets. Des études faunistiques et floristiques sont par ailleurs réalisées de façon régulière, soit lors de renouvellement ou d'extension, soit pour satisfaire les légitimes demandes des commissions locales d'information et de surveillance imposées ou créées à l'initiative du Groupe. Enfin, un dispositif de réduction des impacts lors d'événements accidentels a été mis en place dans le Groupe. Il comprend des organisations permettant de protéger le personnel, les populations et l'environnement lors d'accidents.</p> <p>Une centralisation du reporting des risques majeurs a été mise en place, impliquant le service juridique et à destination des principaux dirigeants du Groupe. Elle vise à assurer une connaissance la plus en amont possible des enjeux pour le Groupe et des actions émises ou à mettre en œuvre.</p> <p><u>Activités de contrôle interne</u></p> <p>Composantes indispensables de toute organisation de contrôle interne, les activités de contrôles sont tout à la fois :</p> <ul style="list-style-type: none"> • prises en charge par les opérationnels dans leurs actions quotidiennes. Leur mode opératoire se doit de respecter les process et procédures définis pour leur fonction et s'inscrit dans le système de valeurs promu par le Groupe ; • assurées par la mise en place de différents reporting (financier ou non financier, qualitatif ou quantitatif) dans le cadre desquels, les fonctions en charge de la centralisation des informations assurent une analyse critique des données. <p>Ces dernières activités de contrôle sont adossées à l'organisation centralisée du Groupe et s'appuient sur quelques fonctions supports rattachées directement à la direction financière du Groupe : contrôle de gestion Groupe, consolidation, trésorerie, audit interne, informatique, juridique.</p> <p><u>Contrôle de gestion Groupe</u></p> <p>Le contrôle de gestion Groupe participe activement au processus budgétaire tout au long de l'année. En s'appuyant sur le réseau des contrôleurs de gestion des filiales, il garantit la remontée périodique des données du reporting et de leur fiabilité, et assure un suivi mensuel des résultats et des écarts par rapport au budget.</p> <p>Il assure la diffusion régulière et circonstanciée d'informations synthétiques à la Direction générale et aux administrateurs. Par ailleurs, il travaille conjointement avec le service consolidation pour assurer la cohérence des données financières à chaque arrêté.</p>



Code GRI3	Profil et stratégie Libellé GRI 3 	Questions centrales Domaine d'action ISO 26000	Localisation dans Document de Référence (page)	Données Sèche Environnement 
				<p>Consolidation statutaire</p> <p>L'équipe dédiée à l'élaboration de la consolidation statutaire veille à diffuser une information financière fiable et respectueuse des réglementations en vigueur. Elle diffuse les instructions du Groupe en matière de principes comptables d'arrêté. Elle réalise une consolidation "en râteau". En privilégiant l'absence de palier de consolidation, elle s'assure de disposer des informations financières les plus précises possibles. Elle dispose également systématiquement des conclusions des audits réalisés par les Commissaires aux comptes des filiales. Elle assure également les retraitements de consolidation pure, sur la base des liasses remontées par les filiales au format IFRS : depuis le passage aux nouvelles normes, celles-ci assurent directement les retraitements IFRS. Elle contrôle systématiquement la prise en compte par les filiales de ces retraitements afin de garantir une uniformité dans les traitements effectués et d'identifier les besoins de formation complémentaire. Elle met à jour le manuel de normes IFRS à l'usage des équipes comptables, leur permettant tout à la fois de comprendre la nature des retraitements pratiqués au regard du cadre général, et de disposer d'un manuel pratique leur rappelant les travaux à effectuer et les moyens mis à disposition. Enfin, toutes les opérations et retraitements complexes font l'objet, quant à leur comptabilisation, d'une revue par les Commissaires aux comptes du Groupe le plus en amont possible.</p> <p>Pilotage du contrôle interne</p> <p>Le Groupe entend développer, au travers d'une approche encore naissante d'audit interne, une démarche d'évaluation et d'amélioration de son processus de contrôle interne.</p> <p>L'audit interne organise aujourd'hui ses travaux en fonction des orientations que lui fixe la Direction générale: il coordonne sous le contrôle de la Direction générale : il coordonne sous le contrôle de la Direction générale l'élaboration et la mise à jour des procédures et principes comptables du Groupe et en assure la diffusion la plus large et la plus adaptée ; il procède à la réalisation de missions ponctuelles diligentées par la Direction générale qui en définit les objectifs, en entend les recommandations et en oriente les plans d'actions ; il s'attache à définir les moyens de mettre en place une démarche d'auto-évaluation dont l'objectif est la réalisation de diagnostics réguliers sur la qualité des processus de contrôle interne en vigueur, la sensibilisation et la responsabilisation des responsables opérationnels sur les enjeux du contrôle interne.</p> <p>Information, communication et contrôle interne</p> <p>Dans un souci toujours permanent de fiabilisation et d'intégrité de l'information financière, le Groupe s'appuie sur des progiciels de gestion intégré (Entreprise Ressource Planning) déployés sur l'ensemble des filiales françaises en intégration globale, qu'il s'agisse :</p> <ul style="list-style-type: none"> de la comptabilité générale et analytique des différentes filiales : le progiciel comptable du Groupe s'articule autour d'un plan comptable et une architecture analytique unique, dont la mise à jour est pilotée par les services comptables et contrôle de Gestion Groupe. Une équipe du service informatique est spécifiquement dédiée à cet outil et aux besoins des utilisateurs ; En terme de flux d'informations, il assure des schémas comptables communs et, en garantissant l'existence de



Code GRI3	Profil et stratégie Libellé GRI 3 	Questions centrales Domaine d'action ISO 26000	Localisation dans Document de Référence (page)	Données Séché Environnement 
				<p>contrôles automatiques pertinents, assurent la régularité de la comptabilisation des opérations.</p> <ul style="list-style-type: none"> • du contrôle de gestion Groupe et de la consolidation statutaire : le logiciel de consolidation et de reporting Groupe est unique et interfacé autant que possible avec le progiciel comptable ; • de l'outil de gestion des ressources humaines : ce progiciel, dont l'utilisation est désormais uniformisé sur l'ensemble du périmètre français est également totalement interfacé avec le progiciel comptable. <p>D'une manière générale, l'ensemble de l'architecture informatique est gérée de façon centralisée : tout investissement informatique dans le Groupe fait l'objet d'une validation par la Direction informatique, qui assure, par son contrôle, une cohérence de l'architecture informatique, la sécurité, la disponibilité, la pérennité et l'intégrité des systèmes.</p> <p>Les informations produites issues de ces systèmes d'information, et contrôlées dans le cadre des différents reporting en vigueur, font l'objet d'une transmission à la Direction sous forme d'indicateurs synthétiques jugés pertinents par elle. La diffusion, en externe, de l'information financière est assurée par le service de communication financière, en étroite collaboration avec la Direction et notamment la Direction financière.</p> <p><u>Présentation des procédures de contrôle interne mises en place</u></p> <p><u>Procédures de contrôle interne destinées à contrôler les activités</u></p> <p>Les procédures de contrôle interne mises en place par la Société et destinées à contrôler les activités visent à garantir que les actes de gestion et opérations de chaque société du Groupe ainsi que les comportements des personnels s'inscrivent dans le cadre défini dans les orientations données aux activités de l'entreprise par les organes sociaux, et plus particulièrement par le Conseil d'administration.</p> <p>Elles portent sur les principaux cycles composant l'activité (procédure achats – procédures ventes (simple et offre globale) – procédure investissements – procédure de recouvrement – procédure de centralisation de trésorerie) et s'accompagnent de processus de suivi de l'activité : processus budgétaire, processus de reporting mensuel destiné à identifier les écarts et mettre en place les actions correctrices nécessaires.</p> <p>Elles font l'objet, si nécessaire, d'un travail particulier de mise à jour destiné à faire converger les pratiques du Groupe vers un cadre référent et prendre en compte la démarche d'uniformisation des systèmes d'information.</p> <p>Chaque procédure est visée par la Direction générale. Elle décrit les objectifs généraux qui lui sont assignés, son domaine d'application et son périmètre, détaille toutes les étapes de la procédure précise les modalités de surveillance de la procédure mise en place par le Groupe et la nécessité de l'implication de tous ;</p> <p>Elles peuvent être, le cas échéant, complétées par des notes techniques, précisant les recommandations du Groupe sur le traitement de certaines opérations spécifiques.</p> <p>Le processus budgétaire, qui implique chaque filiale, la Direction du Groupe et le contrôle de gestion</p>



Code GRI3	Profil et stratégie Libellé GRI 3 	Questions centrales Domaine d'action ISO 26000	Localisation dans Document de Référence (page)	Données Séché Environnement 
				<p>Groupe en fonction support :</p> <ul style="list-style-type: none"> • permet la confrontation des objectifs que s'assigne chaque filiale avec les orientations stratégiques élaborées au plus haut niveau et un accord de chacun sur la façon de les décliner concrètement ; • garantit, par le biais d'au moins deux révisions annuelles, la prise en compte du déroulement effectif de l'activité, des orientations nouvelles précisées par la Direction et la déclinaison des mesures correctrices éventuelles. <p>Le processus de reporting mensuel, dont la fiabilité et la centralisation sont assurées par le contrôle de gestion Groupe, permet à la Direction du Groupe de disposer d'un suivi mensuel de l'activité et de la réalisation concrète des objectifs assignés.</p> <p><u>Procédures de contrôle interne garantissant la conformité aux lois et réglementation en vigueur – indicateurs de développement durable</u></p> <p>Dans le secteur d'intervention de prédilection du Groupe, il ne saurait être question "d'activité" et de "pérennité" sans un respect strict du cadre législatif et réglementaire qui définit les normes minimales et les bonnes pratiques en matière de collecte, de traitement des déchets, d'exploitation des sites d'incinération, de revalorisation et d'enfouissement. En effet, la plupart des sites d'exploitation du Groupe sont soumis à autorisation préfectorale d'exploiter et le respect de cette autorisation est une priorité absolue.</p> <p>Séché Environnement a depuis de nombreuses années fait état de sa maturité sur ces sujets sensibles, qui s'inscrit dans la démarche plus large qu'est sa politique de développement durable. Il compte renforcer encore ses actions dans ce domaine grâce à un suivi rigoureux de ses performances au-delà de toute imposition réglementaire.</p> <p>Cette démarche se traduit pour le périmètre France par :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un processus de veille réglementaire permanente conduisant le Groupe à se fixer autant qu'il lui est possible un niveau d'exigence plus restrictif, tant sur les modalités d'acceptation et de traitement des déchets que sur la conception des différents sites et la préservation de ces derniers ; • une démarche de certification de ses installations de traitement de déchets (ISO 9001 version 2000 – 14001 – OHSAS 18001) qui a pour préalable la mise en place de procédures et modes opératoires visant à la maîtrise des activités susceptibles d'avoir une influence sur la sécurité et l'environnement ; • Une démarche d'audit réglementaire interne, animée par une équipe indépendante et qualifiée, rendant compte directement à la Direction opérationnelle ; • l'adoption d'une charte de développement durable en sus des chartes environnementales, sécurité et qualité existantes dans le Groupe, largement diffusée auprès des acteurs de l'entreprise et du Groupe ; • l'élaboration et la diffusion à l'ensemble des agents du Groupe de codes de comportement et d'actions explicitant les exigences contenues dans les 7 engagements du Groupe ;

Code GRI3	Profil et stratégie Libellé GRI 3 	Questions centrales Domaine d'action ISO 26000	Localisation dans Document de Référence (page)	Données Séché Environnement 
				<p>De la même façon la Société s'attache à fournir à l'ensemble des parties prenantes du Groupe des informations comparatives, d'une année sur l'autre, sur l'ensemble des paramètres fondamentaux liés à sa politique de développement durable.</p> <p><u>Procédures de contrôle interne destinées à assurer la fiabilité des informations financières et leur conformité aux lois et réglementation en vigueur</u></p> <p>L'organisation mise en place vise à garantir une information financière fiable et conforme aux principes comptables généraux et aux référentiels et méthodes adoptés par le Groupe qui s'inscrivent eux-mêmes dans le cadre réglementaire français. Par ailleurs elle vise à garantir le respect des obligations de la fonction financière et comptable en matière d'informations des acteurs de l'entreprise ainsi que de l'ensemble des parties prenantes (actionnaires, investisseurs, administration ...).</p> <p>Le rôle de la fonction financière, dans cette organisation est primordial. Elle assure :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la cohérence et l'intégrité du système d'information, sur lequel évoluent toutes les filiales françaises ; • la diffusion des procédures propres aux processus financiers, et garantit leur correcte mise en œuvre. Pour cela, elle émet à chaque arrêté une note d'instructions de clôture et de principes comptables prévalant à l'établissement des comptes de toutes les filiales. Ces notes sont actualisées et mise à jour régulièrement pour tenir compte de l'expérience des arrêts précédents. Par ailleurs, lors des arrêts semestriels et annuels, l'intervention des Commissaires aux comptes dans chacune des filiales fait l'objet de conclusions systématiquement transmises aux Commissaires aux comptes du Groupe et au service consolidation. Un suivi des remarques émises est mis en place, pour analyse, mesure des enjeux au niveau du Groupe et mise en place d'actions correctrices ; • la formation et l'information régulière des équipes comptables, aux fins d'assurer un niveau de compétence minimum tout en permettant un partage des bonnes pratiques dans le Groupe ; • la mise à jour et l'analyse de la pérennité de l'outil de consolidation et de reporting et son interface avec le système d'information comptable et de reporting du Groupe. Les principaux paramétrages sont assurés par l'équipe consolidation avec l'appui du prestataire, et la diffusion des modifications apportées s'effectue directement en central. La formation de tout nouvel utilisateur dans le Groupe est assurée par les équipes de consolidation Groupe ; • un lien permanent entre les équipes de consolidation statutaire et de contrôle de gestion groupe, afin de permettre la production le plus en amont possible de données prévisionnelles consolidées. Ce reporting mensuel fait l'objet d'un contrôle régulier par rapport aux données réelles issues du processus de consolidation ; • le traitement des opérations significatives du Groupe (acquisition, cession, restructuration) ayant un



Code GRI3	Profil et stratégie Libellé GRI 3 	Questions centrales Domaine d'action ISO 26000	Localisation dans Document de Référence (page)	Données Séché Environnement 
				<p>impact sur les informations financières produites par le Groupe ;</p> <ul style="list-style-type: none"> la communication des informations comptables et financières à destination des organes de direction et d'administration ; l'intégrité du processus de remontée et de validation des informations figurant dans le document de référence, le respect de la réglementation AMF ainsi que la qualité de la relation avec les services comptables de l'AMF ; le contrôle des données diffusées dans le cadre de la communication financière du Groupe.
4.10	Processus d'évaluation de la performance propre du Conseil d'administration (ou assimilé), notamment du point de vue économique, environnemental et social		43	<p>Le rôle du Conseil d'administration ainsi que son fonctionnement ne sont à ce jour pas formalisés dans un règlement intérieur. Par ailleurs, le Conseil d'administration n'a à ce jour pas procédé à l'examen de son mode de fonctionnement</p>
4.11	Explications sur la position de l'organisation quant à la démarche ou au principe de précaution et sur ses actions en la matière			<p>L'application du principe de précaution dans le métier du traitement des déchets s'analyse principalement par les mesures à prendre pour limiter les risques d'exposition du personnel en contact des déchets.</p> <p>Il est par conséquent indispensable d'avoir un suivi précis de l'exposition des salariés :</p> <ul style="list-style-type: none"> potentielle (à partir des mesures dans l'air) : ce que l'opérateur pourrait respirer s'il ne portait pas de protection respiratoire ; réelle grâce aux mesures (biomonitoring) dans différents liquides biologiques (sang, urines...) : ce qui est susceptible de pénétrer réellement dans l'organisme par les trois voies d'exposition possibles (respiratoire, contact avec la peau ou les muqueuses, et ingestion). <p>Ces critères objectifs, tant pour les situations individuelles que collectives, constituent des outils opérationnels en vue d'améliorer les situations de travail par :</p> <ul style="list-style-type: none"> l'adaptation et l'accroissement d'efficacité des mesures de prévention dans l'organisation du travail, l'adaptation des équipements de protection individuelle, pour aboutir à l'absence d'impact sur la santé des travailleurs. <p>L'information et la formation délivrées aux salariés concernant les risques spécifiques, s'il y en a, permettent une meilleure compréhension et adhésion du salarié qui se trouve fortement impliqué dans la mise en œuvre des mesures de prévention.</p>
4.12	Chartes, principes et autres initiatives, d'origine extérieure en matière économique, environnementale et sociale, auxquels l'organisation a souscrit ou donné son aval			<p>Outre son adhésion au Pacte Mondial des Nations Unies en 2003, le Groupe adhère et a signé :</p> <ul style="list-style-type: none"> les engagements de progrès de l'Union des Industries Chimique (UIC) la charte du Comité 21
4.13	Affiliation à des associations (associations professionnelles) ou adhésion à des organisations nationales ou internationales de défense des intérêts			<p>Séché Environnement adhère ou participe entre autres à des:</p> <p>Organisations professionnelles (liste non exhaustive)</p>

Code GRI3	<div>Profil et stratégie</div> <div>Libellé GRI 3</div> <div></div>	Questions centrales Domaine d'action ISO 26000	Localisation dans Document de Référence (page)	<div>Données Sêché Environnement</div> <div></div>																																																																																																																							
				<div><div><div>Syndicats professionnels dont Sêché Environnement est adhérent, actifs en matière de déchets dangereux et non dangereux</div><table><tr><th></th><th>Site internet</th><th>Valorisation énergie</th><th>Recyclage matière</th><th>Transport et élimination</th><th>France</th><th>Europe</th></tr><tr><td>2ACR Association Alliance Chimie Recyclage</td><td>www.2acr.eu</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td>CEWEP Confederation of European Waste-to-Energy Plants</td><td>www.cewep.eu</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td>ESRG European Solvent Recycler Group</td><td>www.esrg.de</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td>EURITS European Union for Responsible Incineration and Treatment of Special Waste</td><td>www.incineration.info</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td>FEAD Fédération Européenne des Activités de la Dépollution et de l'Environnement</td><td>www.fead.be</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td>FEDEREC Fédération des entreprises du recyclage</td><td>www.federec.org</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td>FNADE Fédération Nationale des Activités de la Dépollution et de l'Environnement</td><td>www.fnade.com</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td>FNSA Féd. N° des Syndicats de l'Assainissement et de la maintenance industrielle</td><td>www.fnisa-vaud.org</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td>HWE Hazardous Waste Europe</td><td>www.hazardouswasteurope.eu</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td>IGEDEDIM Initiative de gestion des déchets diffus spécifiques</td><td>www.gededim.fr</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td>PEN International POPs Elimination Network</td><td>www.ipen.org</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td>SNAD Syndicat National des Activités du Déchet</td><td>www.fnade.com</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td>SVDU Syndicat national du traitement et de la Valorisation des Déchets Urbains et assimilés</td><td>www.incineration.org</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td>SYPRED Syndicat professionnel pour le recyclage et l'élimination des déchets dangereux</td><td>www.sypred.fr</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td>SYRES Syndicat des recycleurs de solvants</td><td>www.federec.org</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td>UIC Union des Industries Chimiques</td><td>www.uic.fr</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr></table></div><div><div>Groupe de réflexion</div><ul style="list-style-type: none">Comité 21Association OréeEntreprises pour l'Environnement (EpE)MiddleNext</div><div><div>Organisations scientifiques ou de protection de la nature</div><ul style="list-style-type: none">Association RECORD (réseau Coopératif sur les déchets)Fondation pour la Recherche sur la Biodiversité (FRB)Ligue de Protection des Oiseaux (LPO)Muséum national d'Histoire Naturelle (MNHN)</div></div>		Site internet	Valorisation énergie	Recyclage matière	Transport et élimination	France	Europe	2ACR Association Alliance Chimie Recyclage	www.2acr.eu						CEWEP Confederation of European Waste-to-Energy Plants	www.cewep.eu						ESRG European Solvent Recycler Group	www.esrg.de						EURITS European Union for Responsible Incineration and Treatment of Special Waste	www.incineration.info						FEAD Fédération Européenne des Activités de la Dépollution et de l'Environnement	www.fead.be						FEDEREC Fédération des entreprises du recyclage	www.federec.org						FNADE Fédération Nationale des Activités de la Dépollution et de l'Environnement	www.fnade.com						FNSA Féd. N° des Syndicats de l'Assainissement et de la maintenance industrielle	www.fnisa-vaud.org						HWE Hazardous Waste Europe	www.hazardouswasteurope.eu						IGEDEDIM Initiative de gestion des déchets diffus spécifiques	www.gededim.fr						PEN International POPs Elimination Network	www.ipen.org						SNAD Syndicat National des Activités du Déchet	www.fnade.com						SVDU Syndicat national du traitement et de la Valorisation des Déchets Urbains et assimilés	www.incineration.org						SYPRED Syndicat professionnel pour le recyclage et l'élimination des déchets dangereux	www.sypred.fr						SYRES Syndicat des recycleurs de solvants	www.federec.org						UIC Union des Industries Chimiques	www.uic.fr					
	Site internet	Valorisation énergie	Recyclage matière	Transport et élimination	France	Europe																																																																																																																					
2ACR Association Alliance Chimie Recyclage	www.2acr.eu																																																																																																																										
CEWEP Confederation of European Waste-to-Energy Plants	www.cewep.eu																																																																																																																										
ESRG European Solvent Recycler Group	www.esrg.de																																																																																																																										
EURITS European Union for Responsible Incineration and Treatment of Special Waste	www.incineration.info																																																																																																																										
FEAD Fédération Européenne des Activités de la Dépollution et de l'Environnement	www.fead.be																																																																																																																										
FEDEREC Fédération des entreprises du recyclage	www.federec.org																																																																																																																										
FNADE Fédération Nationale des Activités de la Dépollution et de l'Environnement	www.fnade.com																																																																																																																										
FNSA Féd. N° des Syndicats de l'Assainissement et de la maintenance industrielle	www.fnisa-vaud.org																																																																																																																										
HWE Hazardous Waste Europe	www.hazardouswasteurope.eu																																																																																																																										
IGEDEDIM Initiative de gestion des déchets diffus spécifiques	www.gededim.fr																																																																																																																										
PEN International POPs Elimination Network	www.ipen.org																																																																																																																										
SNAD Syndicat National des Activités du Déchet	www.fnade.com																																																																																																																										
SVDU Syndicat national du traitement et de la Valorisation des Déchets Urbains et assimilés	www.incineration.org																																																																																																																										
SYPRED Syndicat professionnel pour le recyclage et l'élimination des déchets dangereux	www.sypred.fr																																																																																																																										
SYRES Syndicat des recycleurs de solvants	www.federec.org																																																																																																																										
UIC Union des Industries Chimiques	www.uic.fr																																																																																																																										



Code GRI3	Profil et stratégie Libellé GRI 3 	Questions centrales Domaine d'action ISO 26000	Localisation dans Document de Référence (page)	Données Séché Environnement 
				Forces de proposition et organismes de normalisation <ul style="list-style-type: none"> ■ MEDEF ■ AFNOR ■ Groupes de travail des différents ministères, COSEI (Conseil d'orientation stratégique des éco industries) ...
4.14	Liste des groupes de parties prenantes inclus par l'organisation			<ul style="list-style-type: none"> ■ Salariés ■ Riverains (voisins) ■ Pouvoirs publics ■ Clients ■ Communauté financière ■ Assureurs ■ ONG & associations ■ Parties prenantes silencieuses (nature)
4.15	Base d'identification et sélection des parties prenantes avec lesquelles il faut dialoguer			<p>Séché Environnement s'attache à l'écoute et au dialogue avec elles dans une optique d'acquisition mutuelle de connaissance des préoccupations de chacun dans le but notamment de :</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Favoriser la confiance et le dialogue ; ■ Aider les parties intéressées à comprendre les engagements, les politiques et les performances du Groupe ; ■ Améliorer le fonctionnement du Groupe grâce à leurs commentaires ou suggestions ; ■ Développer une culture d'entreprise largement partagée ; ■ Accroître le soutien économique et la confiance des actionnaires.
4.16	Démarche de ce dialogue, et notamment fréquence par type et par groupe de parties prenantes	Voir page suivante		



Code GRI3	Profil et stratégie Libellé GRI 3 	Questions centrales Domaine d'action ISO 26000	Localisation dans Document de Référence (page)	Données Séché Environnement 
--------------	---	--	--	---



		<p>SYNERGIE AVEC LES PARTIES PRENANTES</p> <div data-bbox="943 435 1308 483"> 1 LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE <ul style="list-style-type: none"> ■ Assurer la pérennité du Groupe par une croissance maîtrisée et rentable à long terme ; ■ Fournir à ses clients un service global de prise en charge et de traitement de leurs déchets, dans le respect de l'ensemble des normes réglementaires, avec une sécurité, une traçabilité et une transparence qui s'expriment dans le respect quotidien des hommes et de ses milieux. </div> <div data-bbox="1659 435 2101 507"> 2 LA PRESERVATION DES PARTIES PRENANTES SILENCIEUSES <ul style="list-style-type: none"> ■ Contribuer à la sauvegarde de la biodiversité et des milieux naturels, en prenant part à la réduction des émissions de gaz à effet de serre, et en oeuvrant à la préservation des ressources naturelles, en particulier par des actions de valorisation énergétique des déchets ; ■ Préserver les milieux biologiques, hydrogéologiques et physiques dans lesquels s'exerce l'activité du Groupe. </div> <div data-bbox="943 1150 1218 1198"> 3 LES ATTENTES SOCIALES <ul style="list-style-type: none"> ■ Favoriser, dans le respect des diversités, l'épanouissement professionnel des collaborateurs du Groupe par une politique de recrutement et de formation adaptée ; ■ Veiller à leurs conditions de sécurité et de santé à leurs postes de travail, par un management particulièrement ciblé. </div> <div data-bbox="1585 1098 1845 1145"> 4 LA SYMBIOSE SOCIETALE <ul style="list-style-type: none"> ■ Établir des relations de confiance avec l'ensemble du tissu économique et social en contact des sites en agissant avec transparence ; ■ Se positionner parmi les acteurs du développement économique et social des zones d'implantation. </div> <div data-bbox="1128 644 1845 1129"> <p>The diagram illustrates the synergy between four pillars of corporate responsibility, arranged in a 2x2 grid. Each pillar is represented by a colored box with a number and an icon. The pillars are: 1. Economic Development (purple box, top-left, icon of a person), 2. Silent Stakeholder Preservation (teal box, top-right, icon of a squirrel), 3. Social Expectations (orange box, bottom-left, icon of a person), and 4. Social Symbiosis (dark blue box, bottom-right, icon of a person). The boxes overlap, showing the interconnectedness of these pillars. The central area where all four pillars overlap is labeled 'Performance économique'.</p> </div>
--	--	---



Code GRI3	Profil et stratégie Libellé GRI 3 	Questions centrales Domaine d'action ISO 26000	Localisation dans Document de Référence (page)	Données Sèché Environnement 
--------------	---	--	--	---

				Parties prenantes	Exigences & requêtes	Influences & modes de pression	Réponses & engagement de Sèché Environnement
4.17	Questions et préoccupations clés soulevées via le dialogue avec parties prenantes et manière dont l'organisation y a répondu, notamment lors de l'établissement de son rapport	6.2		Salariés	<ul style="list-style-type: none"> - sécurité environnementale pour les sites et les personnes - informations sur les activités de l'entreprise 	<ul style="list-style-type: none"> - premier vecteur de communication de l'entreprise, et donc de sa réputation - possibilité de quitter l'entreprise 	<ul style="list-style-type: none"> - formation et sensibilisation : conférences pour accompagner la publication des rapports de RSE, développement d'un logiciel informatique afin de calculer l'empreinte écologique de chaque salarié et explication personnalisée du calcul - organisation de visites de sites : les salariés expliquent par eux-mêmes leur métier et les actions environnementales de l'entreprise (aux riverains, aux élus, aux écoles, aux acteurs financiers...) - engagement de la direction : charte développement durable, code de comportement et d'action, charte QSSE
				Riverains (voisins)	<ul style="list-style-type: none"> - respect de la biodiversité locale et du paysage autour des sites 	<ul style="list-style-type: none"> - les agrandissements des sites sont soumis à «enquêtes publiques», notamment auprès des riverains 	<ul style="list-style-type: none"> - « monsieur ou madame voisinage » sur chaque site : contact permanent avec les riverains pour connaître leurs réflexions et

Code GRI3	Profil et stratégie Libellé GRI 3 	Questions centrales Domaine d'action ISO 26000	Localisation dans Document de Référence (page)	Données Sèche Environnement 			
					<ul style="list-style-type: none"> - maîtrise du bruit et respect de la qualité de l'air - informations sur les activités du groupe (syndrome NIMBY « <i>Not In My Back yard</i> » : il faut traiter les déchets, mais pas près de chez nous) 		<ul style="list-style-type: none"> requêtes - dialogue avec les riverains pour aménagement paysagé du site -actions de protection de la biodiversité et du paysage - organisation de visites de sites - partenariat avec des manifestations locales : tenues en coton équitable pour les organisateurs du festival lyonnais « Les nuits de Fourvière » par exemple
				Pouvoirs publics	<ul style="list-style-type: none"> - respect des réglementations sur la gestion et le traitement des déchets. - informations sur les activités du Groupe 	<ul style="list-style-type: none"> - autorisation d'agrandir les sites ou décision de fermetures (pour les sites qui ne seraient pas conformes) - vote de réglementations plus strictes 	<ul style="list-style-type: none"> - conformité aux réglementations en vigueur - « standards propres » du Groupe plus exigeants que les réglementations : innovation dans le traitement des déchets dès la création de l'entreprise (valorisation et récupération du biogaz et du méthane avant que cela ne devienne obligatoire par exemple) - organisation de visites de sites

Code GRI3	Profil et stratégie Libellé GRI 3 	Questions centrales Domaine d'action ISO 26000	Localisation dans Document de Référence (page)	Données Sèche Environnement			
							
				Clients	<ul style="list-style-type: none"> - traçabilité - informations sur les activités du Groupe 	<ul style="list-style-type: none"> - remise en cause des contrats 	<ul style="list-style-type: none"> - conformité aux réglementations en vigueur - organisation de visites de sites
				Communauté financière	<ul style="list-style-type: none"> - rentabilité - respect des réglementations - anticipation et maîtrise des risques environnementaux et de leurs impacts financiers - informations sur les activités du Groupe 	<ul style="list-style-type: none"> - analyse, notation de l'éthique et de la responsabilité - Caisse des Dépôts : 20 % du capital du Groupe – 14 % des droits de vote - investissements de fonds ISR 	<ul style="list-style-type: none"> - performance économique - conformité aux réglementations en vigueur - certifications : ISO 9001 et 14001, OHSAS 18001 - organisation de visites de sites, roadshows, ... - analyses ISR
				Assureurs	<ul style="list-style-type: none"> - respect des réglementations - anticipation et maîtrise des risques, en particulier environnementaux 	<ul style="list-style-type: none"> - montant de la prime d'assurance 	<ul style="list-style-type: none"> - conformité aux réglementations - innovation dès la création de l'entreprise : géomembranes superposées et drains pour une meilleure étanchéité des sites et un moindre risque de pollution - investissements dans la prévention des pollutions et les mesures et contrôles des sites - organisation d'audits de sites

Code GRI3	Profil et stratégie Libellé GRI 3 	Questions centrales Domaine d'action ISO 26000	Localisation dans Document de Référence (page)	Données Sèche Environnement 			
				ONG & associations	<ul style="list-style-type: none"> - respect de la biodiversité, de l'air, des sols - respect des réglementations en vigueur - engagement et actions au-delà des réglementations 	<ul style="list-style-type: none"> - alerte des médias et de l'opinion publique - prise de parole dans les enquêtes publiques pour agrandissement des sites 	<ul style="list-style-type: none"> - adhésion au Global Compact de l'ONU - adhésion au programme STOC EPS (suivi temporel des oiseaux) dirigé par le Muséum National d'Histoire Naturelle pour préserver l'abondance des oiseaux communs autour des sites - adhésion à des organisations scientifiques (Ligue de Protection de Oiseaux), professionnelles (Fédération nationale des activités de dépollution et de l'environnement) et associations de réflexion (Entreprises pour l'Environnement) par exemple. - présence d'un écologue dans chaque groupe de travail de l'entreprise.
				Parties prenantes silencieuses (nature)	<ul style="list-style-type: none"> - activité économique dans le respect et la protection de l'environnement 	<ul style="list-style-type: none"> - dégradation ou disparition : danger pour la santé et la survie de l'Homme 	<ul style="list-style-type: none"> Inclusion des activités dans les milieux naturels par - système interne de mesure de la biodiversité initiale avant tout chantier pour préservation de la



Code GRI3	Profil et stratégie Libellé GRI 3 	Questions centrales Domaine d'action ISO 26000	Localisation dans Document de Référence (page)	Données Séché Environnement 			
							nature pendant le chantier et garantir la remise en état à la fin des travaux - préservation des milieux aquatiques : recyclage des eaux, contrôles sur le rejet des eaux



ÉCONOMIE



Code GRI3	Economie Indicateurs de performance Libellé GRI 3 	Principes du Pacte Mondial rattachés	Questions centrales Domaines d'action ISO 26000	Localisation dans rapport RSE (n° de page)	Localisation dans Document de Référence (page)	Données Séché Environnement Libellé de l'indicateur ou commentaires 	Unités	Valeurs 2012	Valeurs 2013
-----------	---	--------------------------------------	---	--	--	---	--------	--------------	--------------

Volet : Performance économique									
EC1	Valeur économique directe créée et distribuée, incluant les produits, les coûts opérationnels, prestations et rémunérations des salariés, donations et autres investissements pour les communautés, les résultats mis en réserves, les versements aux apporteurs de capitaux et aux Etats		6.8 6.8.3 6.8.7 6.8.9	30	128	Chiffre d'affaires redistribué Sommes conservées Collaborateurs Fournisseurs Actionnaires Banques Etats et collectivités	M€	441,9 51,9 98,8 245,5 11,2 10,7 35,1	469,1 41,6 101,1 270,5 8,2 12,0 35,7
EC2	Implications financières et autres risques et opportunités pour les activités de l'organisation liés aux changements climatiques	7/8	6.5.5			Indicateur non pertinent pour le Groupe Les activités concernant les déchets n'entrent pas dans le champ d'application de la réglementation sur les émissions de GES	Néant	Non pertinent	Non pertinent
EC3	Etendue de la couverture des retraites avec des plans de retraite à prestations définies				163	L'intégralité du personnel en France a une couverture liée à sa convention collective et bénéficie des retraites complémentaires correspondantes, mais aussi d'indemnités de fin de carrière faisant l'objet soit d'une provision, soit d'une couverture d'assurance	% de l'effectif en France	100%	100%
EC4	Subventions et aides publiques significatives reçues						Néant	Néant	Néant
Volet : Présence sur le marché									
EC5	Distribution des ratios comparant le salaire d'entrée de base et le salaire minimum local sur les principaux sites opérationnels		6.4.4 6.8		107/ 108	Donnée non renseignée L'indicateur retenu par le Groupe est la pyramide des salaires en fonction de multiples du plafond de Sécurité Sociale, l'essentiel de son activité se situant en France. La comparaison à un salaire local correspondrait alors à retenir la valeur du SMIC	Néant	Explication ci-contre	Explication ci-contre

Code GRI3	Economie Indicateurs de performance Libellé GRI 3 	Principes du Pacte Mondial rattachés	Questions centrales Domaines d'action ISO 26000	Localisation dans rapport RSE (n° de page)	Localisation dans Document de Référence (page)	Données Séché Environnement	Unités	Valeurs 2012	Valeurs 2013
						Libellé de l'indicateur ou commentaires 			
EC6	Politique, pratiques et part des dépenses réalisées avec les fournisseurs locaux sur les principaux sites opérationnels		6.6.6 6.8 6.8.5 6.8.7			Une priorité de fait est accordée aux fournisseurs locaux (au niveau des régions françaises) à prestations et conditions économiques identiques	Néant	Indicateur qualitatif	Indicateur qualitatif
EC7	Procédures d'embauche locale et proportion de cadres dirigeants embauchés localement sur les principaux sites opérationnels		6.8 6.8.5 6.8.7		73	Indicateur peu pertinent pour le Groupe dont l'activité est essentiellement basée en France (95%)	Néant	100%	100%
<p align="center">Volet : Impacts économiques et indirects</p> <p>Ayant une couverture nationale à travers des unités de traitement et de stockage dans diverses régions de France, Séché Environnement contribue au développement de ces zones tant par le recrutement local de la majorité de ses salariés (90 % habitent à moins de 50 km de leur lieu de travail) que par la création d'emplois induits.</p> <p>Le pouvoir d'achat des salariés permet d'alimenter les économies locales. Il en va de même pour le recours à la sous-traitance pour des activités éloignées du cœur de métier du Groupe (gardiennage, nettoyage, maintenance entre autres). A ces effets directs il convient de sommer les emplois induits, issus des prestations de transport, d'hôtellerie, de restauration auxquelles recourt régulièrement le Groupe. La quantification de ces derniers reste délicate à effectuer.</p> <p>En dernier lieu, le fait pour une région de disposer, dans sa zone d'influence, d'une unité de traitement de déchets, est un atout dans sa politique d'industrialisation : c'est un élément d'infrastructure indispensable au même titre que la viabilisation des terrains industriels, la disponibilité des utilités (énergie, eau, gaz industriel) ou les raccordements aux réseaux de communication.</p>									
EC8	Développement et impact des investissements en matière d'infrastructures et de services, principalement publics, réalisés via une prestation commerciale, en nature ou à titre gratuit		6.3.9 6.8 6.8.3 6.8.4 6.8.5 6.8.6 6.8.7 6.8.9			Néant	Néant	Néant	Néant
EC9	Compréhension et description des impacts économiques indirects significatifs, y compris l'importance de ces impacts		6.3.9 6.6.6 6.6.7 6.7.8 6.8 6.8.5 6.8.6 6.8.7 6.8.9	30	129	Voir politique exposée ci-dessus et quantification partielle	Néant	Indicateur qualitatif	Indicateur qualitatif



ENVIRONNEMENT

Code GRI3	Environnement Indicateurs de performance Libellé GRI 3 	Principes du Pacte Mondial rattachés	Questions centrales Domaines d'action ISO 26000	Localisation dans rapport RSE (n° de page)	Localisation dans Document de Référence (page)	Données Sécché Environnement Libellé de l'indicateur ou commentaires 	Unités	Valeurs 2012	Valeurs 2013
-----------	--	--------------------------------------	---	--	--	--	--------	--------------	--------------

Volet : Matières

La consommation totale du Groupe dans les principales matières utilisées dans les procédés s'élève à 273 kt dont 54% issues de recyclage interne. Ramenées à la tonne de déchets traités, les activités les plus consommatrices de matière sont dans l'ordre, la stabilisation, puis les traitements (physico-chimique et incinération).

La valorisation matière des déchets réceptionnés est privilégiée dans la mesure de la faisabilité technique, de l'existence d'un marché pour la matière première secondaire et de la viabilité économique de la chaîne de recyclage.



EN1	Consommation de matières en poids ou en volume	8	6.5 6.5.4	40	121	Les consommations de matières premières sont fonction de la nature des déchets à traiter (réactifs) ou des travaux à réaliser (alvéoles de stockage en construction)	kt	138	273
EN2	Pourcentage de matières consommées provenant de matières recyclées	8/9	6.5 6.5.4	40	121	Le recyclage est interne au Groupe, des déchets triés et traités pouvant constituer des matières premières pour sa propre activité	%	67,4	54

Volet : Energie

Le Groupe dépasse son autosuffisance énergétique de plus de 200 %. Les variations à la tonne traitée résultent du mix déchets traités (proportions selon les techniques de traitement, stockage ou incinération). Cette performance est atteinte grâce à :

- ☐ Une bonne valorisation de l'énergie contenue dans les déchets (vapeur et électricité pour les sites d'incinération, biogaz méthane pour l'activité de stockage) ;
- ☐ Une maîtrise des consommations énergétiques pour les besoins industriels.

EN3	Consommation d'énergie directe répartie par source d'énergie primaire	8	6.5 6.5.4	39	124	L'augmentation par rapport à 2012 est liée à l'intégration de Sénerval et Alcéa dans le périmètre de 2013	GWh/an	295,7	497,0
EN4	Consommation d'énergie indirecte répartie par source d'énergie primaire	8	6.5 6.5.4			Indicateur non renseigné	Néant	Hors périmètre	Hors périmètre
EN5	Energie économisée grâce à l'efficacité énergétique	8/9	6.5 6.5.4			Travaux en cours au titre de l'ISO 50 001 sur les sites d'incinération principalement. Voir complément en EN16	Néant	En cours	En cours
EN6	Initiatives pour fournir des produits et des services reposant sur des sources d'énergie renouvelables ou à rendement amélioré ; réductions des besoins énergétiques obtenues suite à ces initiatives		6.5 6.5.4	39	124	Vente d'énergie électrique et thermique à partir de la valorisation des déchets par voie thermique (Salaise, Rouen, Pau, Nantes, Strasbourg) et par valorisation du biogaz (Calais, Changé, Montech, Le Vigeant, La Dominelais)	GWh/an	659,2	763,8
EN7	Initiatives pour réduire la consommation d'énergie indirecte et réductions obtenues	8/9	6.5 6.5.4			Indicateur non renseigné	Néant	Hors périmètre	Hors périmètre

Code GRI3	Environnement Indicateurs de performance Libellé GRI 3 	Principes du Pacte Mondial rattachés	Questions centrales Domaines d'action ISO 26000	Localisation dans rapport RSE (n° de page)	Localisation dans Document de Référence (page)	Données Sèché Environnement Libellé de l'indicateur ou commentaires 	Unités	Valeurs 2012	Valeurs 2013
-----------	--	--------------------------------------	---	--	--	---	--------	--------------	--------------

Volet : Eau

Outre les eaux sanitaires et de nettoyage, certaines techniques de traitement consomment des quantités significatives d'eau. C'est le cas notamment des systèmes d'épuration associés aux traitements humides des gaz issus de l'incinération, et la stabilisation des déchets ultimes avant stockage. D'importants programmes d'économies et de recyclage ont été mis en œuvre ces dernières années, conduisant à une diminution constante des volumes prélevés.

L'eau provient soit de retenues d'eau, soit de pompages dans des puits, soit de réseaux d'adduction. Des actions de valorisation ont été lancées sur certains sites, comme le recyclage des eaux de pluie ou l'utilisation des lixiviats du stockage en classe 2 comme eaux de process en particulier dans la stabilisation de déchets à admettre en classe 1.

Le prélèvement dans les nappes phréatiques n'est pas significatif par rapport aux réserves que représentent ces dernières et ne risque aucunement de provoquer une baisse de leur niveau. Les principaux prélèvements sont effectués à Saint-Vulbas (01) et à Salaise (38) dans les importantes nappes alimentées par les eaux des Alpes.

En l'absence d'eau industrielle, prélever dans une nappe dans ces conditions est de moindre impact environnemental que l'utilisation d'une eau de réseau qui a donné lieu au préalable à des traitements destinés à lui donner sa potabilité, non nécessaire pour les usages industriels.

EN8	Volume total d'eau prélevé, par source	8	6.5 6.5.4	42	119	Consommation totale d'eau dont prélèvement en nappe phréatique	Milliers m ³	4290 3785	4119 3748
EN9	Sources d'approvisionnement en eau significativement touchées par les prélèvements	8	6.5 6.5.4	42	119	Les nappes phréatiques où sont effectués les prélèvements d'eau sont de grande ampleur et se reconstituent annuellement (Alpes)	Néant	Néant	Néant
EN10	Pourcentage en volume total d'eau recyclée et réutilisée	8/9	6.5 6.5.4	42	119	Seules les eaux recyclées en process sont comptabilisées à l'exclusion de celles utilisées en 2 nd usage pour de l'arrosage, du lavage de camions ou du nettoyage de voirie	Milliers m ³ dont incinération stockage	153 71 82	193 98 95



Volet : Biodiversité



Les activités de stockage qui représentent environ les trois quarts des surfaces utilisées sont localisées dans des espaces agricoles à faible densité de population, les autres techniques sont mises en œuvre essentiellement dans des zones ou parcs industriels équipés à cet effet, en périphérie lointaine de villes.

Les aires de travail des sites industriels sont recouvertes d'un revêtement étanche et les écoulements d'eaux potentiellement polluées sont gérés à partir de réseaux d'égouts séparatifs. Ces eaux font l'objet de traitement et de contrôles avant rejet dans le milieu naturel (pas d'effets d'eutrophisation, d'acidification ou de rejet toxique).

Dans le cas des centres de stockage de déchets ultimes créés par Sèché Environnement, les précautions prises pour rendre les aires de stockage étanches vont au-delà de la réglementation. Le substrat est composé d'une couche d'argile de 5 mètres d'épaisseur, avec un taux de pénétration de l'humidité de 10⁻⁹ m/s. Cette couche fait l'objet d'un décaissement préalable avant remise en place et compactage pour s'assurer de l'homogénéité de l'étanchéité. Deux géomembranes, séparées par un réseau de drains gravitaires, complètent le dispositif et permettent un contrôle permanent de l'étanchéité et évitent d'éventuelles accumulations de lixiviats avant que ceux-ci n'entrent en contact avec la couche protectrice d'argile.

Une méthodologie de contrôle du bon fonctionnement de ces dispositifs préventifs et des mesures de non-contamination des sols s'effectue à travers de contrôles systématiques par piézomètres d'une éventuelle contamination de la nappe phréatique.

Code GRI3	Environnement Indicateurs de performance Libellé GRI 3 	Principes du Pacte Mondial rattachés	Questions centrales Domaines d'action ISO 26000	Localisation dans rapport RSE (n° de page)	Localisation dans Document de Référence (page)	Données Séché Environnement Libellé de l'indicateur ou commentaires 	Unités	Valeurs 2012	Valeurs 2013
EN11	Emplacement et superficie des terrains détenus, loués ou gérés dans ou au voisinage d'aires protégées et en zones riches en biodiversité en dehors de ces aires protégées	8	6.5 6.5.6	42	122	Surfaces utilisées (en ha) – aucune en zone protégée Incinération Physico-chimique Stabilisation et stockage Valorisation chimique Tri, valorisation, transports Total en ha	ha	33,1 12,0 260,0 5,8 22,3 333,2	Recensement en 2014 selon Stratégie Nationale pour la Biodiversité
<p>Le « rapport de Rio » propose des orientations au niveau planétaire et recommande aux Etats de décliner les mesures à prendre par les différents acteurs de la société jusqu'au niveau local, puis il précise deux orientations qui sont la préservation de la biodiversité, et l'utilisation durable des ressources biologiques.</p> <p>Les engagements de Séché Environnement pour la préservation du vivant sur le site de Séché �co-industries à Changé (53), ont vu le jour en 1993 d�s la création du parc d'activité déchets, soit l'année suivant la conférence de Rio de 1992. Depuis, cette démarche a été étendue aux autres sites du Groupe. Il ne s'agit pas d'une exploitation directe des ressources faunistiques et floristiques, cependant l'activité majeure de création des sites de stockage risquait d'avoir un impact direct sur des milieux naturels écologiquement riches et sensibles, colonisés par différentes espèces qu'elles soient protégées ou non.</p> <p>Le rôle clé du naturaliste des sites, s'est affirmé au fil des ans en tant qu'avocat des parties prenantes silencieuses du site : les végétaux, les espèces animales, les écosystèmes locaux. Interface permanente entre la biodiversité et les industriels, il a contribué opérationnellement à la construction progressive d'une culture aujourd'hui largement partagée d'ouverture au milieu et d'écoute, considérées comme une condition essentielle de la pérennité de l'entreprise dans son univers d'origine.</p> <p>Les sites de stockage étant les principaux consommateurs d'espace, une équipe d'écologue se mobilise depuis 1994 pour en assurer l'intégration. Des schémas directeurs sont établis, préservant les zones écologiques sensibles (zones humides en particulier) et des simulations sont faites pour permettre des échanges avec les populations riveraines.</p> <p>Les zones de stockage font l'objet d'une réhabilitation dès leur exploitation, au moyen de végétaux locaux répertoriés lors des différents inventaires afin d'obtenir la meilleure symbiose possible avec la faune locale. Le choix des végétaux et le mode de plantation, la création de nouvelles haies bocagères et autres boisements participent au développement naturel des lieux. Par ailleurs, le choix approprié des végétaux et leur mise en œuvre ont permis le classement de ces zones en refuge pour les oiseaux par adhésion à la Ligue de la protection des oiseaux (LPO).</p> <p>Ainsi l'identification, et l'analyse de la valeur d'un milieu par l'expertise de sa biodiversité, permettent de concilier au plus près la gestion des espaces dits naturels avec ceux à usage industriel. Soucieux de rigueur dans sa démarche, et d'ouverture vers la société civile, Séché Environnement appuie depuis quelques années son analyse sur une collaboration scientifique avec le Muséum National d'Histoire Naturelle (MNHN) par un acte de mécénat pour contribuer à la réussite de ce programme destiné au plus grand nombre, de découverte et d'apprentissage de la nature au Jardin des Plantes, en soutenant la rénovation des Serres historiques du Jardin des Plantes.</p>									
EN12	Description des impacts significatifs des activités, produits et services sur la biodiversité des aires protégées ou des zones riches en biodiversité en dehors de ces aires protégées	8	6.5 6.5.6	32-35	126-127	Voir politique ci-dessus	Néant	Indicateur qualitatif	Indicateur qualitatif

Code GRI3	Environnement Indicateurs de performance Libellé GRI 3 	Principes du Pacte Mondial rattachés	Questions centrales Domaines d'action ISO 26000	Localisation dans rapport RSE (n° de page)	Localisation dans Document de Référence (page)	Données Sécché Environnement Libellé de l'indicateur ou commentaires 	Unités	Valeurs 2012	Valeurs 2013
-----------	---	--------------------------------------	---	--	--	--	--------	--------------	--------------

EN13	Habitats protégés ou restaurés	8	6.5 6.5.6	42	126-127	Sur chacun des sites de stockage du Groupe (les seuls à avoir des surfaces significatives dépassant les 10 ha) des Zones Environnementales Sensibles (ZES) ont été définies et protégées	% surface ZES / total	Changé : 11% Montech : 16% Le Vigeant : 19%	Recensement en 2014 selon la Stratégie Nationale pour la Biodiversité
EN14	Stratégies, actions en cours et plans futurs de gestion des impacts sur la biodiversité	8	6.5 6.5.6	32-35	126-127	Depuis 2013, Sécché Environnement est signataire et lauréat de la Stratégie Nationale pour la biodiversité	Néant	Indicateur qualitatif	Indicateur qualitatif
EN15	Nombre d'espèces menacées figurant sur la Liste rouge mondiale de l'UICN et dont les habitats se trouvent dans des zones affectées par des activités, par niveau de risque d'extinction	8	6.5 6.5.6	32-35	126-127	Les inventaires annuels depuis 16 ans par les équipes naturalistes et les associations de protection de la nature permettent le suivi de l'évolution des espèces d'oiseaux, d'amphibiens, d'odonates ...	Néant	Hors périmètre	Recensement en 2014 selon la Stratégie Nationale pour la Biodiversité

Volet : Emissions, effluents et déchets

L'effet de serre est un phénomène naturel lié à l'absorption des rayonnements infra rouge (IR) de grande longueur d'onde renvoyés depuis la surface terrestre par des composés présents dans l'atmosphère : gaz carbonique (CO₂), méthane (CH₄), hydrocarbures fluorés (HF) ou perfluorocarbures (PFC), hexafluorure de soufre (SF₆).



Les émissions de gaz à effet de serre du secteur des déchets ont essentiellement deux origines : le méthane, composant principal du biogaz résultant des processus de fermentation anaérobie dans les centres de stockage, et le CO₂ provenant de l'incinération de déchets (d'origine pétrochimique pour une grande part). A ce titre, les actions de valorisation énergétique de déchets impactent positivement la politique de limitation des émissions de gaz à effet de serre. Ainsi le bilan global en termes d'émission de gaz à effet de serre doit-il s'analyser déduction faite des énergies fossiles substituées. La part du secteur des déchets dans les émissions de gaz à effet de serre de la France est relativement faible : environ 3 %. Depuis une quinzaine d'années des mesures sont prises pour limiter ces émissions :



- ☐ Captage plus important des gaz de centres de stockage (rendu obligatoire avec au minimum brûlage à la torchère) et de leur valorisation ;
- ☐ L'équipement des incinérateurs pour la récupération d'énergie.



Le captage du méthane sur les sites de stockage est le principal levier de réduction des émissions des produits déjà stockés. A ce titre, tous les sites de Sécché Environnement ont un dispositif de captage puis de valorisation du CH₄ produit sous forme d'électricité verte, mais aussi calorifique (chauffage ; vapeur pour l'hygiénisation des déchets d'activités de soins, la production d'eau chaude pour la station de lavage des camions et la coopérative agricole voisine pour la déshydratation de foin).

Une autre part des déchets organiques traités par Sécché Environnement, qui ne peut être valorisée en tant que matière première secondaire (pour diverses raisons de forme physique ou d'état chimique par exemple), recèle encore une part valorisable : son pouvoir calorifique. Lors de l'incinération en continu de tels déchets, ceux-ci brûlent par eux-mêmes dans les fours sans apport extérieur d'énergie fossile, comme le gaz ou un dérivé pétrolier. La chaleur produite par cette combustion est récupérée dans une chaudière sous forme de vapeur d'eau qui, à son tour, actionne un ensemble turbo-alternateur pour produire de l'électricité. La valorisation énergétique s'effectue à ces deux niveaux (vapeur et électricité) et ne subsisteront pour stockage, que des résidus ultimes à la quantité limitée et à la toxicité contrôlée (résidus d'épuration des fumées d'incinération et mâchefers/ imbrûlés). En ce qui concerne l'incinération, le CO₂ émis est pour l'essentiel fatal car il provient de la teneur en carbone des déchets.

Quant aux émissions liées aux activités de transports, elles comportent les transports « amont » (des déchets et des approvisionnements) et « aval » (résidus ultimes et matières triées) qu'ils soient effectués par des moyens propres au Groupe ou par voie de sous-traitance.



Code GRI3	Environnement Indicateurs de performance Libellé GRI 3 	Principes du Pacte Mondial rattachés	Questions centrales Domaines d'action ISO 26000	Localisation dans rapport RSE (n° de page)	Localisation dans Document de Référence (page)	Données Sécché Environnement Libellé de l'indicateur ou commentaires 	Unités	Valeurs 2012	Valeurs 2013
EN16	Emissions totales directes ou indirectes, de gaz à effet de serre	8	6.5 6.5.5	41	125	Comme cela était prévu dans l'article 75 de la loi Grenelle II, en 2012, Sécché Environnement a procédé au bilan de ses émissions de gaz à effet de serre (BEGES), sur les activités de 2011 Emissions pour scopes 1+2 – carbone fossile Emissions pour scopes 1+2 – carbone biogénique Emissions directes GES Total	kt eqCO ₂	Méthodologie art. 75 non calculée en 2012	726,2 439,9 1166,1
EN17	Autres émissions indirectes pertinentes de gaz à effet de serre	8	6.5 6.5.5	41	125	Emissions indirectes GES Total	kt eqCO ₂	Hors périmètre	Hors périmètre
<p>Le Groupe calcule ses gaz à effet de serre émis, selon les principes du Registre des émissions de gaz à effet de serre (REGES) édité fin 2005 par l'AERES (Association des entreprises pour la réduction des effets de serre) et EpE (Entreprises pour l'environnement). Ce protocole, spécifiquement adapté aux activités de déchets, est compatible avec les meilleures normes internationales comme le GHG Protocol établi sous l'égide du World Business Council for Sustainable Development (WBCSD).</p> <p>Le scénario de référence français pour mesurer les GES évités est conservateur car il est lié à la production d'électricité, l'énergie dominante en France (nucléaire avec 1 MWh = 70 kg de CO₂) par rapport aux pays de l'annexe 1 du Green House Gas Protocol (429 kg) et surtout nord-américain (580 kg)</p> <p>Les gaz abattus sont le fruit du traitement de gaz tels que les CFC, les Halons, le SF₆ ... à très fort pouvoir de réchauffement climatique.</p>									
EN 18	Initiatives pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et réductions obtenues	9	6.5 6.5.5	41	125/126	GES évités par production d'énergie pour les scopes 1+2 Total référence France GES abattus par le traitement de gaz industriels	kt eqCO ₂	Méthodologie art. 75 non calculée en 2012	40 2507 4776
<p>❑ Les substances concourant à l'acidification de l'atmosphère (communément décrite par des « pluies acides ») sont principalement pour les activités du Groupe, le dioxyde de soufre (SO₂), l'acide chlorhydrique (HCl), les oxydes d'azote (NO_x).</p> <p>❑ L'eutrophisation est quant à elle une perturbation de l'équilibre biologique des sols et des eaux due à un excès d'azote, notamment d'origine atmosphérique. Les substances concernées sont les NO_x et le NH₃ (ce dernier peu pertinent dans les métiers du Groupe).</p> <p>❑ La pollution photochimique se compose d'un ensemble de phénomènes complexes qui conduisent à la formation d'ozone et d'autres composés oxydants. Parmi les sources de ces substances figurent les composés organiques volatils (COV) qui se retrouvent principalement pour le Groupe dans les activités de régénération de solvants et d'incinération. Ces mesures étant récentes et d'une réalisation délicate, les périmètres de mesure sont étendus d'année en année.</p> <p>❑ Les polluants organiques persistants (POP) potentiellement significatifs dans l'industrie du traitement de déchets sont les dioxines et furanes. Entre 2002 et 2013, les rejets sont passés de 2 grammes à 0,149 grammes par an.</p> <p>L'exploitation des usines d'incinération s'accompagne du rejet d'effluents gazeux et de poussières dont l'épuration fait l'objet de contrôles très précis. Sont en particulier analysés l'acide chlorhydrique (HCl), le dioxyde de soufre (SO₂), le monoxyde de carbone (CO), le dioxyde d'azote (NO₂).</p> <p>Les autres techniques de traitement, dont le stockage de classe 2, ont également leurs rejets atmosphériques, pour l'essentiel canalisés. Les quantités captées de biogaz excédant à certaines périodes de l'année les besoins ou possibilités de valorisation énergétique in situ, le solde est brûlé à la torchère comme le prévoit la réglementation.</p>									

Code GRI3	Environnement Indicateurs de performance Libellé GRI 3 	Principes du Pacte Mondial rattachés	Questions centrales Domaines d'action ISO 26000	Localisation dans rapport RSE (n° de page)	Localisation dans Document de Référence (page)	Données Sécché Environnement Libellé de l'indicateur ou commentaires 	Unités	Valeurs 2012	Valeurs 2013
EN19	Emissions de substances appauvrissant la couche d'ozone	8	6.5 6.5.3	40	121	Composés organiques volatils COV	t	84,3	54,2
EN20	Emissions de NOx, SOx et autres émissions significatives dans l'air, par type et par poids	8	6.5 6.5.3	40	121	Oxyde d'azote NO ₂ Dioxyde de soufre SO ₂ Acide chlorhydrique HCl Poussières Dioxines et furanes	t NO ₂ t SO ₂ t HCl t grammes	546 339 6,1 13,9 0,092	485 159 9,7 10,5 0,149
<p>Une partie des rejets d'eau se fait sous forme de vapeur d'eau dans les processus thermiques. Les autres rejets (sous forme liquide) des différentes installations du Groupe sont réalisés après épuration et contrôle précis des différentes substances chimiques contenues. Les paramètres pris en compte sont par exemple les métaux lourds (indice METOX), la demande chimique en oxygène (DCO), les matières en suspension (MES).</p> <p>Il va de soi, que du fait de son activité et de son organisation, Sécché Environnement ne pratique aucun rejet volontaire de produits chimiques, huiles et carburants dans le milieu naturel.</p> <p>Les principales sources d'émissions après traitement dans le milieu aquatique sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> l'activité stockage qui produit des lixiviats qui sont épurés (partiellement réutilisé en stabilisation) ; <input type="checkbox"/> les ateliers de traitement physico-chimique ; <input type="checkbox"/> les unités de traitement humide des gaz d'incinération. <p>Les milieux aquatiques récepteurs sont, soit des stations d'épuration prévues à cet effet, soit des cours d'eau à fort débit (ex. le rejet de Salaise de 100 m³/heure dans le Rhône dont le débit moyen est de 3,7 millions de m³/heure). Il n'y a aucun rejet dans un milieu ou une zone sensible.</p>									
EN21	Total des rejets dans l'eau, par type et par destination	8	6.5 6.5.3	42	120	Total des rejets d'eau Contenant Sels solubles Demande Chimique en Oxygène Matières En Suspension Métaux totaux METOX AOX	Milliers m ³ t t t t t t	2542 5132 759 50,3 2,1 7,3 0,9	2812 8921 249 22,7 1,7 6,0 1,1

Code GRI3	Environnement Indicateurs de performance Libellé GRI 3 	Principes du Pacte Mondial rattachés	Questions centrales Domaines d'action ISO 26000	Localisation dans rapport RSE (n° de page)	Localisation dans Document de Référence (page)	Données Siché Environnement Libellé de l'indicateur ou commentaires 	Unités	Valeurs 2012	Valeurs 2013
-----------	--	--------------------------------------	---	--	--	---	--------	--------------	--------------

Par-delà des actions volontaristes de recyclage, le Groupe doit assumer sa propre production de résidus, directement liée à la nature et au volume des déchets reçus de sa clientèle. Il s'agit principalement des déchets de l'incinération (mâchefers et résidus d'épuration des fumées) et des boues issues des traitements d'eau.



EN22	Masse totale de déchets, par type et par mode de traitement	8	6.5 6.5.3	42	123	Valorisation (critère R) : Déchets dangereux produits et valorisés Déchets non dangereux produits et valorisés Elimination (critère D) : Déchets dangereux Déchets non dangereux	kt	Changement de référentiel 	101 8 93 217 136 81
EN23	Nombre total et volume des déversements accidentels significatifs	8	6.5 6.5.3	42	120	Aucun déversement accidentel significatif n'est à signaler	Néant	Néant	Néant
EN24	Masse des déchets transportés, importés, exportés ou traités et jugés dangereux aux termes de la Convention de Bâle, Annexes I, II, III et VIII ; pourcentage de déchets exportés dans le monde entier		6.5 6.5.3			Très faibles quantités selon la Convention de Bâle	Néant	Non pertinent	Non pertinent
EN25	Identification, taille, statut de protection et valeur de biodiversité des sources d'approvisionnement en eau et de leur écosystème connexe significativement touchés par l'évacuation et le ruissellement des eaux de l'organisation	8	6.5 6.5.4 6.5.6	42	120	Néant Les rejets sont effectués après épuration conformément aux arrêtés préfectoraux, dans des stations d'épuration industrielles ou dans le milieu naturel en quantités faibles par rapport au débit du milieu récepteur	Néant	Indicateur qualitatif	Indicateur qualitatif
Volet : Produits et services									
EN26	Initiatives pour réduire les impacts environnementaux des produits et des services, et portée de celles-ci	9	6.5 6.5.4 6.5.6 6.7.5	18;40	16	Recours si possible au transport ferroviaire en substitution de la route (sécurité, économie de ressources énergétiques et limitation des émissions de gaz à effet de serre Réduction de la dangerosité des déchets et stockage de déchets ultimes dans des alvéoles de confinement étanches (classe 1)	Néant	Indicateur qualitatif	Indicateur qualitatif

Code GRI3	Environnement Indicateurs de performance Libellé GRI 3 	Principes du Pacte Mondial rattachés	Questions centrales Domaines d'action ISO 26000	Localisation dans rapport RSE (n° de page)	Localisation dans Document de Référence (page)	Données Siché Environnement Libellé de l'indicateur ou commentaires 	Unités	Valeurs 2012	Valeurs 2013
EN27	Pourcentage de produits vendus et de leurs emballages recyclés ou réutilisés, par catégorie	9	6.5 6.5.4 6.7.5			Ne concerne pas l'activité du Groupe	Néant	Non applicable	Non applicable
Volet : Respect des textes									
EN28	Montant des amendes significatives et nombre total de sanctions non pécuniaires pour non-respect des législations et des réglementations en matière d'environnement	8	6.5			Aucune sanction n'est à signaler	Néant	Néant	Néant
Volet : Transport									
EN29	Idem à EN28 mais pour les transports	8	6.5 6.5.4 6.6.6			Aucune sanction n'est à signaler	Néant	Néant	Néant
Volet : Généralités									
EN30	Total des dépenses et des investissements en matière de protection de l'environnement, par type	8	6.5		119	Ventilation par domaines Protection de l'air ambiant et du climat Gestion des eaux usées Gestion des déchets Protection des sols et des eaux Protection de la biodiversité et du paysage Autres Total Ventilation par types d'actions Traitement et élimination Mesure et contrôle Recyclage, valorisation Prévention des pollutions Total	K€	2523 799 45 (197) 13 863 4107 2990 288 951 4229	176 441 569 3077 344 85 3679



EMPLOI

relations sociales
et travail décent

Code GRI3	Emploi, relations sociales et travail décent Indicateurs de performance Libellé GRI 3 	Principes du Pacte Mondial rattachés	Questions centrales Domaines d'action ISO 26000	Localisation dans rapport RSE (n° de page)	Localisation dans Document de Référence (page)	Données Sécché Environnement Libellé de l'indicateur ou commentaires 	Unités	Valeurs 2012	Valeurs 2013
-----------	---	--------------------------------------	---	--	--	--	--------	--------------	--------------

Volet : Emploi

La politique sociale est axée principalement sur :



- L'emploi stable et la fidélisation des salariés ;
- Le respect des diversités ;
- La sécurité des conditions de travail ;
- La formation permanente ;
- La gestion du temps.



La structure des effectifs privilégie l'emploi stable, le recours à des contrats à durée déterminée (CDD) et à l'intérim s'élevant seulement respectivement à 4,2 % et 10 % de l'effectif de l'année.

Le recours à des interventions de salariés pour des durées déterminées, s'inscrit principalement dans le cadre de remplacements de salariés momentanément absents (15 % des CDD et de l'intérim) ou pour répondre à des besoins spécifiques mais temporaires de l'activité (85 % des CDD et de l'intérim). L'intérim est notamment adapté à des délais courts et incertains, ou aux remplacements d'été pendant les périodes de congés. Le montant total de la sous-traitance reste limité à 18,4 % du chiffre d'affaires.

La durée hebdomadaire de travail est de 35 heures. Le nombre d'heures supplémentaires reste limité à environ 1,2 % de l'horaire théorique total. La préférence donnée à l'emploi stable avec un recours limité aux heures supplémentaires, s'inscrit dans une politique de maîtrise du risque et de promotion de la sécurité, avec du personnel compétent, formé à son poste de travail, responsable et motivé

LA1	Effectif total par type d'emploi, contrat de travail et zone géographique		6.4 6.4.3	20	104	Effectif total Effectif France Proportion de contrats à durée indéterminée Proportion de cadres Proportion d'agents de maîtrise Proportion d'employés Proportion d'ouvriers	Nombre Nombre % % % %	1740 1632 96,4 19 28 16 37	1752 1661 95,8 20 26 16 38
LA2	Turnover du personnel en nombre de salariés et en pourcentage par tranche d'âge, sexe et zone géographique	6	6.4 6.4.3	20	106	Total Dont sur CDI en cours Démissions Ruptures conventionnelles Licenciements Retraites et autres Dont autres départs Fin de CDD Mutation Période d'essai et autres	En % de l'effectif en France	9,20 5,07 1,05 1,24 2,41 0,37 5,64 4,57 0,80 0,31	8,02 3,52 0,97 0,61 1,09 0,85 4,50 2,86 1,03 0,61

Code GRI3	Emploi, relations sociales et travail décent Indicateurs de performance Libellé GRI 3 	Principes du Pacte Mondial rattachés	Questions centrales Domaines d'action ISO 26000	Localisation dans rapport RSE (n° de page)	Localisation dans Document de Référence (page)	Données Sécché Environnement Libellé de l'indicateur ou commentaires 	Unités	Valeurs 2012	Valeurs 2013
LA3	Prestations versées aux salariés à temps plein qui ne sont pas versées aux intérimaires, ni aux salariés en contrat à durée déterminée, ni aux salariés à temps partiel, par activités	6	6.4 6.4.3 6.4.4		38	Quelques accords d'intéressement et de participation ont été signés dans les différentes sociétés du Groupe, qui associent à des degrés divers le personnel à la performance de leur société d'appartenance.	Néant	Indicateur qualitatif	Indicateur qualitatif
Volet : Relations entre la direction et les salariés <p>Sécché Environnement est très attaché à la qualité du dialogue social. En effet, l'amélioration des performances individuelles et collectives nécessite une forte implication de l'ensemble du personnel, et son adhésion aux objectifs de l'entreprise. Pour cela le Groupe fait appel à :</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ L'intelligence et l'initiative des hommes et des femmes qui le composent ; ■ Leur mobilisation individuelle quotidienne ; ■ La réactivité de tous et leur cohésion dans l'action. <p>Il lui est nécessaire de communiquer en direction de ses salariés, en vue de leur faire partager ses valeurs. Ces échanges prennent des formes variées, institutionnelles avec les partenaires sociaux, ou individuelles par des actions de communications plus ciblées sur la connaissance du métier, de la vie de l'entreprise ou d'engagements en faveur du développement durable.</p>									
LA4	Pourcentage de salariés couverts par une convention collective	1/3	6.4 6.4.3 6.4.4 6.4.5 6.3.10	20	109	Total Industries chimiques (UIC) Activités du déchet FG3E Transports routiers Travaux publics	% de l'effectif en France	100 41 44 7 4 4	100 38 46 8 4 4
LA5	Délai minimal de notification préalable à toute modification d'organisation, en indiquant si ce délai est précisé dans une convention collective	3	6.4 6.4.3			Respect de la réglementation sociale en vigueur dans le cadre de toute modification d'organisation.	Néant	Néant	Néant
Volet : Santé et sécurité au travail <p>Le système de management des risques est uniformisé à l'échelle du Groupe dans sa globalité, tant pour les structures agissant dans les domaines du tri, du traitement jusqu'au stockage des déchets en France ou les interventions de dépollution comme de prestations de service au sein des entreprises clientes. Il englobe les effectifs permanents de l'entreprise et ceux des entreprises sous-traitantes qui peuvent être amenées à intervenir sur les sites.</p> <p>Cette maîtrise des risques s'opère à plusieurs niveaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Une maîtrise opérationnelle des procédés associée à une analyse systématique des risques au poste de travail, se traduisant par la mise en place de périmètres et de protocoles de sécurité adaptés comme par le choix impératif des équipements de protection individuels et collectifs. Au sein de chaque unité, le document unique de prévention des risques au poste de travail, est régulièrement revu et enrichi, les procédures et modes opératoires sont alimentés des retours d'expérience. Les sites classés « SEVESO 2 » dont Speichim Processing à Saint-Vulbas font l'objet d'un système de gestion de la sécurité (SGS) conforme aux exigences réglementaires dont les principes sont repris ou déclinés pour d'autres situations au sein du Groupe. 									

Code GRI3	Emploi, relations sociales et travail décent Indicateurs de performance Libellé GRI 3 	Principes du Pacte Mondial rattachés	Questions centrales Domaines d'action ISO 26000	Localisation dans rapport RSE (n° de page)	Localisation dans Document de Référence (page)	Données Séché Environnement Libellé de l'indicateur ou commentaires 	Unités	Valeurs 2012	Valeurs 2013
-----------	---	--------------------------------------	---	--	--	---	--------	--------------	--------------

- Une qualification et un professionnalisme des opérateurs au travers de la gestion des parcours de formation des salariés, « l'accueil sécurité » systématique de tous les nouveaux opérateurs, la mobilisation régulière de tous les échelons hiérarchiques dans le cadre des quarts d'heure ou des visites de sécurité.
- Des systèmes de management Qualité, Environnement et Sécurité certifiés pour tous les sites et domaines d'activité.

A la fin de l'année 2013 en France, les activités du Groupe étaient pour une large part certifiées OHSAS 18001. Un raisonnement par rapport aux tonnages traités (donnée la plus pertinente) dans les sites concernés (fonction des métiers exercés) conduit aux taux de couverture suivants :



- Stockage : 95%
- Incinération : 78%
- Physico-chimique : 39%
- Régénération : Néant
- Total tonnage : 87%



Les activités industrielles de Séché Environnement telles que l'incinération, les traitements physico-chimiques et le stockage, sont intégralement certifiées ISO 14001. Seul le transport ne l'est pas, le référentiel ISO 14001 ne convenant pas à cette activité qui adhère à d'autres référentiels comme la « Charte CO2 » pour la limitation des émissions de gaz à effet de serre.

Ces systèmes induisent un « pilotage » des opérations à l'aide d'audits, d'indicateurs, d'objectifs et de plans de progrès. Certains de ces indicateurs sont consolidés au niveau national et alimentent un programme pluriannuel de progrès et de maîtrise des risques, de mutualisation des expériences en matière de contrôle et de prévention, de groupes de travail ou d'interventions d'experts externes.

La santé des opérateurs prend plus spécifiquement son importance dans la mesure où les règlements sur les substances et sur les ambiances de travail se sont considérablement renforcés. Selon la nature des travaux et des activités du Groupe, une surveillance médicale renforcée est proposée aux opérateurs des installations industrielles du Groupe. Par ailleurs, en 2013 l'absentéisme a légèrement diminué et se situe autour de 6%.



LA6	Pourcentage de l'effectif total représenté dans des comités mixtes Direction-salariés d'hygiène et de sécurité au travail visant à surveiller et à donner des avis sur les programmes de santé et de sécurité au travail		6.4 6.4.6	43	110	L'intégralité du personnel en France bénéficie d'un CHSCT	Nombre de réunions dans l'année	9	50
LA7	Taux d'accidents du travail, de maladies professionnelles, d'absentéisme, nombre de journées de travail perdues et nombre total d'accidents du travail mortels, par zone géographique		6.4 6.4.6	23	111	Taux de fréquence des accidents du travail y.c. personnel intérimaire (pas d'accident mortel) : TF1 : avec arrêt	TF1	20,7	18,9
LA7				20	109	Taux d'absentéisme en %	Maladie Accident trav.	4,9 0,3	4,1 0,4
							S/total Maternité Autres Total	5,2 0,5 1,3 7	4,5 0,5 1,2 6,2

Code GRI3	Emploi, relations sociales et travail décent Indicateurs de performance Libellé GRI 3 	Principes du Pacte Mondial rattachés	Questions centrales Domaines d'action ISO 26000	Localisation dans rapport RSE (n° de page)	Localisation dans Document de Référence (page)	Données Séché Environnement Libellé de l'indicateur ou commentaires 	Unités	Valeurs 2012	Valeurs 2013
LA8	Programmes d'éducation, de formation, de conseil, de prévention et de maîtrise des risques mis en place pour aider les salariés, leur famille ou les membres des communautés locales en cas de maladie grave		6.4 6.4.6 6.8 6.8.3 6.8.4 6.8.8			Non pertinent	Néant	Indicateur qualitatif	Indicateur qualitatif
LA9	Questions de santé et de sécurité couvertes par des accords formels avec les syndicats		6.4 6.4.9			Voir politique ci-dessus	Néant	Indicateur qualitatif	Indicateur qualitatif
Volet : Formation et éducation <p>Seule une politique de formation ambitieuse est susceptible de permettre à l'entreprise d'atteindre ses objectifs en termes de Responsabilité sociétale. Pour cela elle doit permettre à chaque collaborateur d'acquérir d'une manière appropriée une attitude, une culture et des savoirs.</p> <p>Chaque salarié se doit de maîtriser son métier dans le respect des exigences santé/sécurité /environnement, mais aussi de comprendre son propre rôle dans l'organisation et d'être capable de mesurer l'impact de ses actions pour lui même, pour les autres et pour l'activité afin de favoriser la transversalité et la coopération.</p> <p>Pour parvenir à cette « excellence métier » le Groupe développe des modules de formation en interne, animées par du personnel lui-même formé à cet effet.</p> <p>L'approche « intégrée » des enseignements dispensés dans le cadre de cette démarche constitue son originalité. Par exemple, les formations réglementaires obligatoires qui, de par leur caractère répétitif et « déconnecté » des réalités du terrain induisent généralement un manque de motivation du personnel, sont autant que possible intégrées à une formation métier plus large. A titre d'illustration, au salarié formé à la conduite d'un engin de manutention sera conjointement dispensé un enseignement relatif à l'étiquetage et au rangement des déchets conditionnés.</p> <p>Ce parcours est complété par deux modules transverses permettant à chaque salarié de s'identifier dans l'ensemble de la vie du Groupe : connaissance des déchets et responsabilité sociétale.</p> <p>Les programmes de développement des compétences permettent aux organisations de planifier l'acquisition par leurs salariés des compétences nécessaires pour atteindre les objectifs stratégiques dans un environnement professionnel en constante évolution. Un effectif plus qualifié et mieux informé renforce le capital humain, contribuant à la satisfaction des salariés et participant à l'amélioration de leur performance.</p> <p>Pour les salariés proches de la retraite, la confiance et la qualité des relations de travail sont d'autant plus grandes qu'ils peuvent compter sur le soutien de l'organisation pour aborder cette période de transition. La formation tout au long de la vie a pour objet de contribuer au développement de connaissances et de compétences permettant à chaque citoyen de s'adapter à un marché du travail en évolution permanente et de s'investir activement, quel que soit le secteur économique dans lequel il évolue.</p>									
LA10	Nombre moyen d'heures de formation par an, par salarié et par catégorie professionnelle		6.4 6.4.7	22	113	Total Cadres Agents de maîtrise Employés Ouvriers	Heures /salarié	14,91 13,96 20,16 11,64 12,97	18,18 16,98 22,02 16,37 16,96

Code GRI3	Emploi, relations sociales et travail décent Indicateurs de performance Libellé GRI 3 	Principes du Pacte Mondial rattachés	Questions centrales Domaines d'action ISO 26000	Localisation dans rapport RSE (n° de page)	Localisation dans Document de Référence (page)	Données Séché Environnement Libellé de l'indicateur ou commentaires 	Unités	Valeurs 2012	Valeurs 2013
LA11	Programmes de développement des compétences et de formation tout au long de la vie destinés à assurer l'employabilité des salariés et à les aider à gérer leur fin de carrière		6.4 6.4.7 6.8.5	22	112	Voir politique ci-dessus	Néant	Indicateur qualitatif	Indicateur qualitatif
LA12	Pourcentage de salariés bénéficiant d'entretiens d'évaluation et d'évolution de carrière périodiques		6.4 6.4.7			Néant	Néant	Néant	Néant
Volet : Diversité et égalité des chances Phénomène classique dans les métiers industriels du Groupe, les femmes sont peu nombreuses à la production et dans les activités de maintenance. Elles ne constituent que 8,5 % de l'effectif posté. A l'inverse, elles sont surreprésentées dans le commercial et les fonctions de type administratif ou travaux de laboratoires. La situation des femmes sur un plan contractuel est très voisine de celle des hommes avec un taux de cadres féminins légèrement supérieur à celui des hommes.									
LA13	Composition des organes de gouvernance et répartition des employés par sexe, tranche d'âge, appartenance à une minorité et autres indicateurs de diversité	1/6	6.3.7 6.3.10 6.4 6.4.3	20	104	Proportion de femmes dans l'effectif total Proportion de femmes dans l'effectif cadre	%	22,7 27,3	23,2 28,0
			6.4 6.4.3	21	105-106	Voir pyramide des âges et de l'ancienneté dans les rapports RSE ou Documents de Référence	Néant	Néant	Néant
LA14	Rapport du salaire de base des hommes et de celui des femmes par catégorie professionnelle	1/6	6.3.7 6.3.10 6.4 6.4.3		107-108	Voir pyramide des salaires dans les rapports RSE ou Documents de Référence	Néant	Néant	Néant



DROITS de l'Homme

Code GRI3	Droits de l'Homme Indicateurs de performance Libellé GRI 3 	Principes du Pacte Mondial rattachés	Questions centrales Domaines d'action ISO 26000	Localisation dans rapport RSE (n° de page)	Localisation dans Document de Référence (page)	Données Séché Environnement	Unités	Valeurs 2012	Valeurs 2013
						Libellé de l'indicateur ou commentaires 			



L'ensemble du personnel a connaissance des engagements pris par le Groupe en signant les dix principes du Pacte Mondial, dont les clauses relatives aux Droits de l'Homme.



Un dispositif de droit d'alerte pour les salariés a été mis en place dès 2008 pour permettre d'identifier d'éventuels cas de dysfonctionnement.

La rédaction en a été faite conjointement avec Transparency International – France, et la diffusion faite à l'ensemble du personnel par la remise individuelle des « Codes de comportement de d'action » aux salariés du Groupe.

Des traductions ont été faites dans le document source en anglais pour le personnel à l'international, et localement en espagnol pour l'Espagne et l'Amérique latine.

Volet : Pratiques d'investissement et d'achats									
HR1	Pourcentage et nombre total d'accords d'investissement significatifs incluant des clauses relatives aux droits de l'Homme ou ayant été soumis à un contrôle sur ce point	1/2	6.3 6.3.3 6.3.5 6.6.6			Indicateur non pertinent au vu de la localisation des activités du Groupe	Néant	Non pertinent	Non pertinent
HR2	Pourcentage de fournisseurs ou de sous-traitants majeurs dont le respect des droits de l'Homme a fait l'objet d'un contrôle ; mesures prises	2	6.3 6.3.3 6.3.5 6.4.3 6.6.6			Indicateur non pertinent au vu de la localisation des activités du Groupe	Néant	Non pertinent	Non pertinent
HR3	Nombre total d'heures de formation des salariés sur les politiques et procédures relatives aux droits de l'Homme applicables dans leur activité ; % de salariés formés		6.3 6.3.5	22	112	Indicateur non pertinent au vu de la localisation des activités du Groupe	Néant	Non pertinent	Non pertinent
Volet : Non discrimination									
HR4	Nombre total d'incidents de discrimination et mesures prises		6.3 6.3.6 6.3.7 6.3.10 6.6.3	21	115	Voir politique ci-dessus Voir le chapitre Interprétation du rapport RSE 2013 ou le document de référence	Néant	Néant	Néant



Code GRI3	Droits de l'Homme Indicateurs de performance Libellé GRI 3 	Principes du Pacte Mondial rattachés	Questions centrales Domaines d'action ISO 26000	Localisation dans rapport RSE (n° de page)	Localisation dans Document de Référence (page)	Données Séché Environnement Libellé de l'indicateur ou commentaires 	Unités	Valeurs 2012	Valeurs 2013
Volet : Liberté syndicale et droit de négociation									
HR5	Activités identifiées au cours desquelles le droit à la liberté syndicale et à la négociation collective risque d'être menacé ; mesures prises pour assurer ce droit		6.3 6.3.3 6.3.4 6.3.5 6.3.8 6.3.10 6.4.3 6.4.5	20	109;110	Indicateur non pertinent pour l'activité du Groupe qui se déroule quasi exclusivement en France où l'ensemble des salariés sont couverts par une convention collective, et où les réunions syndicales et de représentation du personnel se sont déroulées conformément à la loi et aux réglementations sociales	Néant	Indicateur qualitatif	Indicateur qualitatif
Volet : Interdiction du travail des enfants									
HR6	Activités identifiées comme présentant un risque significatif d'incidents impliquant le travail d'enfants ; mesures prises pour contribuer à interdire ce type de travail		6.3 6.3.3 6.3.4 6.3.5 6.3.7 6.3.10		115	Indicateur non pertinent pour l'activité du Groupe qui est quasi exclusivement en France ou dans l'Union Européenne	Néant	Indicateur qualitatif	Indicateur qualitatif
Volet : Abolition du travail forcé ou obligatoire									
HR7	Activités identifiées comme présentant un risque significatif d'incidents relatifs au travail forcé ou obligatoire ; mesures prises pour contribuer à abolir ce type de travail		6.3 6.3.3 6.3.4 6.3.5 6.3.7 6.3.10		115	Indicateur non pertinent pour l'activité du Groupe qui est quasi exclusivement en France ou dans l'Union Européenne	Néant	Indicateur qualitatif	Indicateur qualitatif
Volet : Pratiques de sécurité									
HR8	% d'agents en charge de la sécurité ayant été formés aux politiques ou procédures de l'organisation relatives aux droits de l'Homme applicables dans leur activité	2	6.3 6.3.5 6.4.3 6.6.6			Indicateur non pertinent au vu de la localisation des activités du Groupe	Néant	Non pertinent	Non pertinent

Code GRI3	Droits de l'Homme Indicateurs de performance Libellé GRI 3 	Principes du Pacte Mondial rattachés	Questions centrales Domaines d'action ISO 26000	Localisation dans rapport RSE (n° de page)	Localisation dans Document de Référence (page)	Données Sèches Environnement Libellé de l'indicateur ou commentaires 	Unités	Valeurs 2012	Valeurs 2013

Volet : Droits des populations autochtones									
HR9	Nombre total d'incidents impliquant la violation des droits des populations autochtones et actions prises	1	6.3 6.3.6 6.3.7 6.3.8 6.6.7		115	Indicateur non pertinent pour l'activité du Groupe qui est quasi exclusivement en France ou dans l'Union Européenne	Néant	Néant	Néant



SOCIÉTÉ

Code GRI3	Société Indicateurs de performance Libellé GRI 3 	Principes du Pacte Mondial rattachés	Questions centrales Domaines d'action ISO 26000	Localisation dans rapport RSE (n° de page)	Localisation dans Document de Référence (page)	Données Séché Environnement Libellé de l'indicateur ou commentaires 	Unités	Valeurs 2012	Valeurs 2013
-----------	--	--------------------------------------	---	--	--	---	--------	--------------	--------------

Volet : Communautés

Séché Environnement développe son action dans une logique sinon de partenariat du moins de complémentarité avec les grandes organisations non gouvernementales (ONG) actives, en particulier dans le domaine de la défense environnementale et de la préservation de la santé.

Outre ces actions de dialogue permanent avec les associations de défense de l'environnement relativement à l'utilité sociétale du métier du Groupe et de sa manière de l'exercer, Séché Environnement initie également des partenariats ciblés sur des opérations de préservation de la biodiversité autour de ses sites. Pour son activité et d'une manière générale, Séché Environnement est convaincu que la préservation de la biodiversité sera un enjeu important des prochaines décennies. L'identification, et l'analyse de la valeur d'un milieu par l'expertise de sa biodiversité, doivent permettre de concilier au plus près la gestion des espaces dits naturels avec ceux à usage industriel ou domestique, principalement dans toutes les activités gourmandes en territoire.

Pour cela il est nécessaire d'identifier les différentes pressions environnementales sur ces territoires y compris en dehors des secteurs ayant un statut de classement Natura 2000, ou de type Parc naturel régional. La biodiversité est liée aux activités humaines, sa préservation doit être prise en compte de manière intrinsèque dans toutes les activités humaines, comme il est fait pour l'eau ou l'air, issus des procédés industriels.

Les principaux sites du Groupe étant des établissements classés pour la protection de l'environnement, leur arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter leur impose de réunir sous la houlette de l'administration, des comités locaux d'information et de surveillance. Ces CLIS sont des instances de dialogue tripartites, entre l'industriel, les citoyens (riverains, associations, etc.) et l'administration. A l'occasion de la révision de certains de ces arrêtés préfectoraux, les dossiers complets d'impact sont tenus à la disposition des populations, un dialogue est engagé au quotidien, et des réunions publiques permettent de répondre aux questions des parties intéressées.

Par ailleurs, le Groupe assure l'ouverture de ses sites aux clients, élus, riverains, associations et écoliers. Les visiteurs sont invités à découvrir les moyens mis en œuvre ainsi que les actions concrètes menées en vue de protéger la santé, l'environnement en général, et la biodiversité sur les sites de stockage en particulier, car situés en zones rurales, ce sont eux qui s'y prêtent le mieux.



Enfin, le Groupe développe quelques relations privilégiées avec des établissements d'enseignements supérieurs dans un cadre d'échanges industrie/universités.

SO1	Nature, portée et efficacité de tout programme et pratique d'évaluation et de gestion des impacts des activités, à tout stade d'avancement, sur les communautés	1	6.3.9 6.8 6.8.5 6.8.7 6.6.7	12	130	Voir politique détaillée ci-dessus	Néant	Indicateur qualitatif	Indicateur qualitatif
-----	---	---	---	----	-----	------------------------------------	-------	-----------------------	-----------------------

Volet : Corruption

Un article spécifique à la prévention et à la lutte contre la corruption dans les Codes de Comportement et d'Action remis à l'ensemble du personnel pose les principes de bonne conduite en vigueur dans le Groupe. La procédure en question a été rédigée avec l'assistance de Transparency International – France. Un système d'alerte (whistleblowing) vient compléter le dispositif depuis 2008.

SO2	Pourcentage et nombre total de domaines d'activité stratégique soumis à des analyses de risques en matière de corruption	10	6.6 6.6.3	11	130-131	Voir politique dans le Document de Référence	Néant	Néant	Néant
-----	--	----	--------------	----	---------	--	-------	-------	-------

Code GRI3	Société Indicateurs de performance Libellé GRI 3 	Principes du Pacte Mondial rattachés	Questions centrales Domaines d'action ISO 26000	Localisation dans rapport RSE (n° de page)	Localisation dans Document de Référence (page)	Données Sécché Environnement Libellé de l'indicateur ou commentaires 	Unités	Valeurs 2012	Valeurs 2013
SO3	Pourcentage de salariés formés aux politiques et procédures anti-corruption de l'organisation		6.6 6.6.3	11	130-131	Personnel sensibilisé au moyen du Code individuel de Comportement et d'Action	%	100%	100%
SO4	Mesures prises en réponse à des incidents de corruption		6.6 6.6.3	11	130-131	Aucune mauvaise pratique n'a été décelée sur la période	Néant	Pas de cas avéré	Pas de cas avéré
Volet : Politiques publiques <p>Le Groupe considère le lobbying comme une action positive visant à fournir aux politiques et aux législateurs l'information qui leur est nécessaire pour faire face aux enjeux actuels et définir un contexte législatif et réglementaire à un environnement de plus en plus complexe. A cet effet le Groupe participe, en lien avec les différents syndicats et associations professionnelles à des travaux en commissions d'information, de normalisation ou autre.</p> <p>Tout en se faisant connaître et en défendant leurs positions auprès des pouvoirs publics et des élus, ces organisations professionnelles apportent au débat leur expertise et leurs connaissances techniques, et se positionnent comme forces de proposition, dans un esprit de transparence et de dialogue avec l'ensemble des parties-prenantes, dans une perspective de développement durable.</p>									
SO5	Affichage politique, participation à la formulation des politiques publiques et lobbying		6.6 6.6.4 6.8.3	12		Voir politique ci-dessus et tableau des prises de position publiques dans le rapport RSE (parties-prenantes)	Néant	Indicateur qualitatif	Indicateur qualitatif
SO6	Total des contributions versées en nature et en espèces aux partis politiques, hommes politiques et institutions connexes, par pays	10	6.6 6.6.4 6.8.3		114	Le groupe s'interdit d'apporter sa contribution financière au profit de candidats, d'élus ou de partis politiques	Néant	Néant	Néant
Volet : Comportement anti concurrentiel <p>Le Groupe attend de ses salariés qu'ils respectent les règles applicables en matière de concurrence. Aucun accord ou arrangement ne peut intervenir avec les concurrents visant à amoindrir la libre concurrence.</p>									
SO7	Nombre total d'actions en justice pour comportement anti-concurrentiel, infractions aux lois anti-trust et pratiques monopolistiques ; résultat de ces actions		6.6 6.6.5 6.6.7			Voir politique ci-dessus	Néant	Néant	Néant
Volet : Respect des textes									
SO8	Montant des amendes significatives et nombre total de sanctions non financières pour non-respect des lois et des réglementations		6.6 6.6.7 6.8.7			Aucune mauvaise pratique n'a été décelée sur la période	Néant	Néant	Néant

A graphic illustration featuring two circular frames. The larger frame on the right contains a green landscape with trees, a blue river, and a blue bird. The smaller frame on the left contains a pink and orange landscape with trees and a blue bird. A blue line connects the two frames. In the background, there are stylized oak leaves and a large blue silhouette of a person with arms raised, holding a branch with several blue birds.

RESPONSABILITÉ du fait des produits



Code GRI3	Responsabilité du fait des produits Indicateurs de performance Libellé GRI 3 	Principes du Pacte Mondial rattachés	Questions centrales Domaines d'action ISO 26000	Localisation dans rapport RSE (n° de page)	Localisation dans Document de Référence (page)	Données Séché Environnement Libellé de l'indicateur ou commentaires 	Unités	Valeurs 2012	Valeurs 2013
-----------	--	--------------------------------------	---	--	--	---	--------	--------------	--------------

Délivrant une prestation de service de valorisation et de traitement de déchets, la rubrique relative à la responsabilité du fait des produits est peu significative. La notion de traçabilité du déchet est satisfaite par l'application de la réglementation en la matière avec les procédures de Bordereau de Suivi des Déchets (BSD). Aucun manquement n'a été signalé à ce titre. La responsabilité du fait des produits a été précisée par une ordonnance de décembre 2010, transcription en droit français de la Directive Cadre sur les Déchets de décembre 2008. Elle entraîne une refonte réglementaire relative à la Responsabilité Elargie du Producteur (REP).

Le Groupe sera susceptible d'être concerné au titre de la mise sur le marché de matières premières dites secondaires.

Les aspects santé sont essentiellement repris dans le respect des réglementations relatives aux conditions d'exploitation des sites, établissements classés pour la protection de l'environnement.

Volet : Santé et sécurité des consommateurs									
PR1	Etapes du cycle de vie où sont évalués en vue de leur amélioration les impacts des produits et des services sur la santé et la sécurité, et pourcentage de catégories de produits et de services significatives soumises à ces procédures		6.3.9 6.6.6 6.7 6.7.4 6.7.5			Indicateur non applicable par rapport à l'activité du Groupe Voir politique ci-dessus	Néant	Non applicable	Non applicable
PR2	Nombre total d'incidents de non-conformité aux réglementations et aux codes volontaires concernant les impacts sur la santé et la sécurité des produits et des services, par type de résultat		6.3.9 6.6.6 6.7 6.7.4 6.7.5			Pas de cas avéré	Néant	Néant	Néant
Volet : Etiquetage des produits et des services									
PR3	Type d'information sur les produits et les services requis par les procédures et pourcentage de produits et de services significatifs soumis à ces exigences d'information	8	6.7 6.7.3 6.7.4 6.7.5 6.7.6 6.7.9			Indicateur non applicable par rapport à l'activité du Groupe Voir politique ci-dessus	Néant	Non applicable	Non applicable

Code GRI3	Responsabilité du fait des produits Indicateurs de performance Libellé GRI 3 	Principes du Pacte Mondial rattachés	Questions centrales Domaines d'action ISO 26000	Localisation dans rapport RSE (n° de page)	Localisation dans Document de Référence (page)	Données Séché Environnement Libellé de l'indicateur ou commentaires 	Unités	Valeurs 2012	Valeurs 2013
PR4	Nombre total d'incidents de non-conformité aux réglementations et aux codes volontaires concernant l'information sur les produits et les services et leur étiquetage, par type de résultat	8	6.7 6.7.3 6.7.4 6.7.5 6.7.6 6.7.9			Pas de cas avéré	Néant	Néant	Néant
PR5	Pratiques relatives à la satisfaction client et notamment résultat des enquêtes de satisfaction client		6.7 6.7.4 6.7.5 6.7.6 6.7.8 6.7.9			Indicateur non applicable par rapport à l'activité du Groupe Voir politique ci-dessus	Néant	Non applicable	Non applicable
Volet : Communication marketing									
PR6	Programmes de veille de la conformité aux lois, normes et codes volontaires relatifs à la communication marketing, y compris publicité, promotion et parrainages		6.7 6.7.3 6.7.6 6.7.9			Indicateur non applicable par rapport à l'activité du Groupe Voir politique ci-dessus	Néant	Non applicable	Non applicable
PR7	Nombre total d'incidents de non-conformité aux réglementations et aux codes volontaires relatifs à la communication marketing, y compris publicité, promotion et parrainages		6.7 6.7.3 6.7.6 6.7.9			Pas de cas avéré	Néant	Néant	Néant
Volet : Respect de la vie privée									
PR8	Nombre total de plaintes fondées pour atteinte à la vie privée et de perte de données relatives aux clients		6.7 6.7.7			Pas de cas avéré	Néant	Néant	Néant
Volet : Respect des textes									
PR9	Montant des amendes significatives encourues pour non-respect des lois et des réglementations concernant la mise à disposition et l'utilisation des produits et des services		6.7 6.7.6			Pas de cas avéré	Néant	Néant	Néant



Les Hêtres - CS 200 20 - 53811 Changé Cedex 9
Tél : +33 (2) 43 59 60 00 - Fax : +33 (2) 43 59 60 01

Tour Maine Montparnasse - BP 125
33 avenue du Maine - 75755 Paris Cedex 15
Tél : +33 (1) 53 21 53 53 - Fax : +33 (1) 53 21 53 54

www.groupe-seche.com
Contact : dd@groupe-seche.com

Retrouvez l'intégralité du Rapport Annuel Responsabilité Sociétale 2013 sur :
www.secherse.com/2013/